

VISITE EN ALGÉRIE DU COMMANDANT DE L'AFRICOM

Un nouveau maillon dans le renforcement de la coopération bilatérale

• PAGE 2

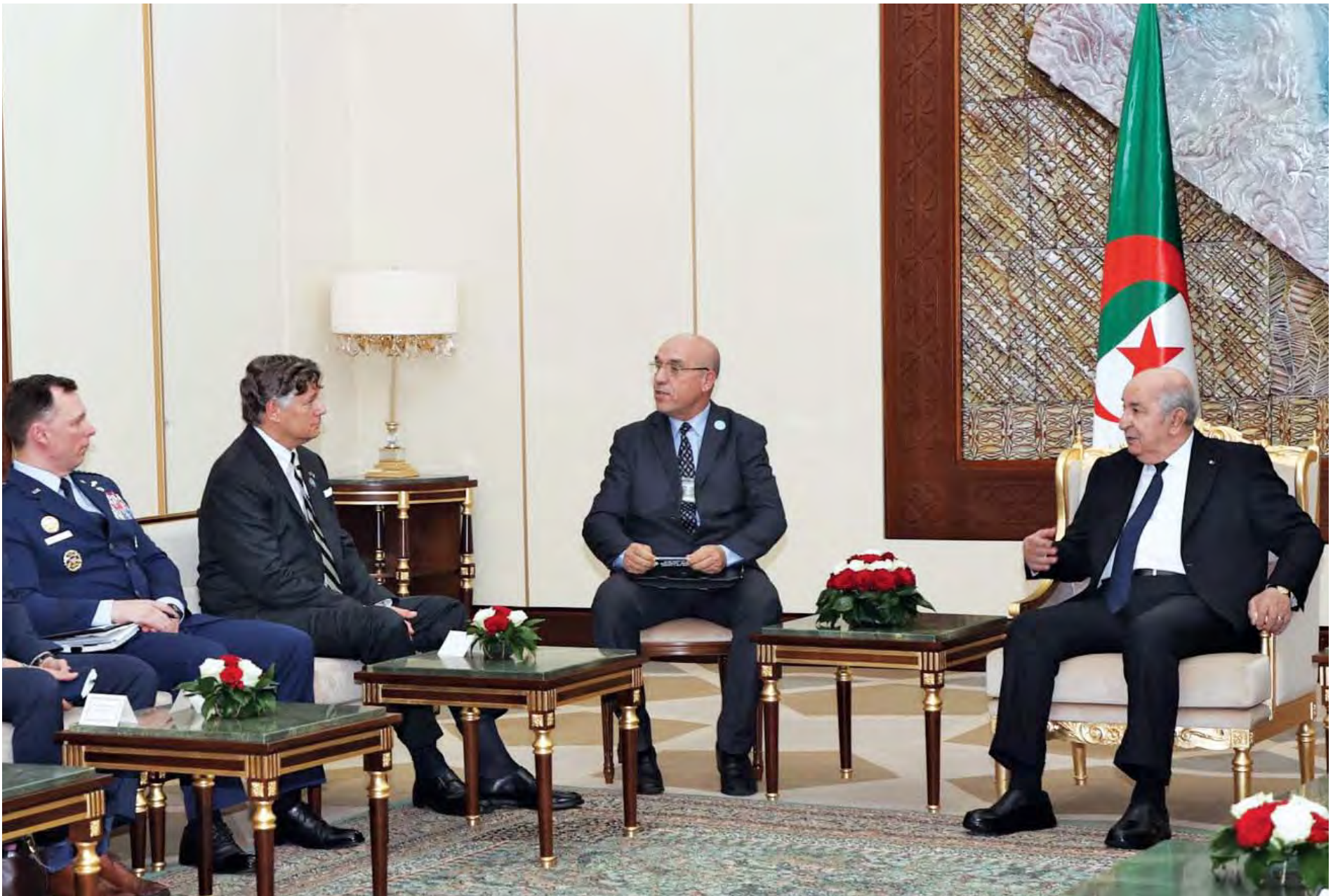


Horizons
 QUOTIDIEN NATIONAL
 MERCREDI 29 AVRIL 2026 - 12 DHOU EL QIÏDA 1447
 N°8846 - PRIX 10 DA

DÉVELOPPEMENT DURABLE
LE PNUD SOULIGNE LES AVANCÉES DE L'ALGÉRIE
 • PAGE 4

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT ET LE COMMANDANT DE L'AFRICOM

LES RELATIONS ALGÉRO-AMÉRICAINES AMORCENT UN NOUVEAU TOURNANT



● Landau : «Un moment très important» ● Anderson : «J'apprécie le rôle que joue l'Algérie comme pilier de la stabilité de cette région du monde»

• LIRE EN PAGE 3

CROISSANCE ET INNOVATION

L'entreprise algérienne en bonne santé

• PAGE 5



MALI L'échec d'une méthode et d'une approche

• PAGE 15

VISITE EN ALGÉRIE DU COMMANDANT DE L'US-AFRICOM

Un nouveau maillon dans le renforcement de la coopération bilatérale

Une déclaration tenue à l'occasion d'une audience qu'il a accordée au commandant de l'US-Africom et durant laquelle «les deux parties ont examiné l'état de la coopération militaire entre les deux pays et échangé les points de vue sur les questions d'intérêt commun», selon un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Ainsi, dans une allocution prononcée pour la circonstance, le général d'armée a souhaité la bienvenue à son invité et à la délégation qui l'accompagne soulignant que leur visite en Algérie «s'inscrit, sans nul doute, comme un nouveau maillon dans le renforcement du processus de coopération bilatérale, particulièrement après la signature en janvier 2025 du mémorandum d'entente dans le domaine de la coopération militaire».

Dans ce cadre, l'Algérie et les Etats-Unis œuvrent à approfondir leur «dialogue stratégique», dans le but de promouvoir la coopération militaire entre les deux pays «à travers, notamment, la concrétisation de ce mémorandum d'entente, dans toutes ses dimensions et objectifs, de manière à asseoir les bases d'une coopération forte et durable, fondée sur le respect mutuel et au service des intérêts des deux pays», a-t-il ajouté. Le général d'armée Chanegriha a mis en avant le mandat accordé par l'Union Africaine à l'Algérie afin d'œuvrer «au renforcement des mécanismes de

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a indiqué, hier, que la visite qu'effectue le général d'armée Dagvin Anderson, commandant du commandement militaire américain pour l'Afrique (US-Africom), en Algérie s'inscrit, «comme un nouveau maillon dans le renforcement du processus de coopération bilatérale».



l'initiative panafricaine commune, visant à fédérer les efforts pour l'éradication du phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent, dans tous

ses aspects». Et grâce à ce rôle actif et dynamique, «l'Algérie a pu lancer de nombreuses initiatives au niveau du continent, en adoptant une approche

sécuritaire multidimensionnelle de lutte contre le terrorisme, qui repose principalement sur l'activation d'un fonds financier africain dédié à cet

objectif, l'établissement d'une liste africaine des personnes et des entités impliquées dans des activités criminelles, et l'élaboration d'un mandat d'arrêt africain», a-t-il précisé. Le général d'armée Saïd Chanegriha n'a pas manqué de mentionner dans son allocution les rapports annuels présentés par le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, en sa qualité de coordinateur de l'Union Africaine pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Pour sa part, le général d'armée Dagvin Anderson «a exprimé sa satisfaction de sa visite en Algérie et son aspiration à consolider les relations de coopération militaire», relève le communiqué, soulignant qu'«il s'est également félicité du niveau de coordination multidimensionnelle entre les deux parties et de la contribution de l'ANP à l'instauration de la sécurité et de la paix dans la région».

A noter que cette réunion s'est tenue en présence du commandant des Forces terrestres, du Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, des commandants de Forces et de la Garde Républicaine, du directeur de Cabinet auprès du ministère de la Défense nationale, des chefs de départements, du contrôleur général de l'Armée, des directeurs centraux du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de la délégation américaine.

■ Karim Aït Saâda

PARTENARIAT DANS LES TRANSPORTS

Sayoud et Rezig reçoivent le conseiller du président russe

Le conseiller et représentant spécial du président russe pour la coopération internationale dans les transports, Igor Levitin, effectue une visite de travail en Algérie. L'occasion pour lui de discuter avec les responsables algériens de l'état et des perspectives de la coopération bilatérale dans divers domaines. C'est dans ce cadre qu'il a été reçu, hier, par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, avec lequel il a abordé l'état et les perspectives de la coopération bilatérale dans le domaine des transports, a indiqué un communiqué du ministère. Lors d'une rencontre tenue en présence de l'ambassadeur de Russie en Algérie, Alexey Solomatine, de cadres centraux du ministère, et des membres de la délégation russe de haut niveau, les deux parties ont mis l'accent sur «l'importance du renforcement des relations de partenariat, notamment dans les domaines maritime, aérien et ferroviaire, afin de répondre à la dynamique économique que connaissent les deux pays», ajoute la même source.

Dans ce cadre, Sayoud a exposé ce dont dispose l'Algérie comme «potentialités considérables» en matière de transport maritime, notamment les infrastructures portuaires affichant une activité accrue et bénéficiant d'un processus de modernisation globale, reflétant ainsi «la mutation qualitative du secteur». Le ministre a, en outre, mis en exergue l'expérience algérienne dans le domaine ferroviaire, citant plusieurs projets à l'instar de la ligne Tindouf-Béchar-Oran et de la ligne minière Est, ou encore le projet de la ligne Alger-Tamanrasset. Une expérience qui reflète une vision globale visant à relier les différentes régions du pays et à promouvoir le développement économique. Pour ce qui est du transport aérien, «les deux



parties ont évoqué les opportunités de développement de la coopération et l'intensification de la coordination pour renforcer la connectivité aérienne et l'échange d'expertises dans ce domaine vital», selon le communiqué. Sayoud a également discuté avec le responsable russe «des voies de développement de la coopération dans le domaine de la logistique, à travers l'échange d'expériences, notamment en ce qui concerne la modernisation du secteur, la numérisation des opérations de traitement des marchandises et l'optimisation des chaînes d'approvisionnement».

CONSOLIDER LES RELATIONS DANS LES SERVICES LOGISTIQUES

Le responsable russe a, également, été reçu par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig. Une rencontre qui a permis aux deux parties

«de passer en revue l'état et les perspectives des relations de coopération économique et commerciale entre l'Algérie et la Russie», selon un communiqué du département de Rezig. Tout en soulignant «l'importance de renforcer le partenariat bilatéral», elles ont également examiné «les voies de développement de la coopération dans les domaines de transport et des services logistiques, notamment en ce qui concerne les opérations d'exportation», permettant, ainsi, d'«ouvrir de nouvelles perspectives aux opérateurs économiques», précise le ministère. Il est à signaler que Levitin est accompagné, lors de cette visite, du président du Conseil d'affaires algéro-russe, du conseiller au cabinet de la présidence de la Fédération de Russie et du directeur général adjoint d'un groupe russe spécialisé dans le transport et la logistique. Il y a lieu de rappeler que, depuis la

visite à Moscou du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en juin 2023, et la signature de la Déclaration de partenariat stratégique approfondi, le renforcement du partenariat entre les deux pays a connu un nouvel élan. Dans le sillage de cette visite, la 12^e session de la Commission intergouvernementale mixte a été organisée en 2025, tandis que des opérateurs économiques russes ont effectué de nombreux déplacements en Algérie pour explorer les opportunités d'investissement et de partenariat avec leurs homologues algériens. Parmi les secteurs identifiés figure notamment celui des transports, en particulier le ferroviaire. Lors du Forum d'affaires algéro-russe, tenu également à la fin de l'année 2025, la Russie a affiché sa volonté de renforcer sa présence en Algérie, en proposant d'étendre une coopération stratégique bien au-delà des secteurs traditionnels.

■ K. A. S.

Horizons

Quotidien d'information
édité par la SPA HORIZONS
au capital social de 160.000.000,00 DA

PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION
NADIA KERRAZ

HORIZONS
SUR INTERNET :
<https://www.horizons.dz>

REDACTION ADMINISTRATION
20, rue de la Liberté - Alger
Tél. : (023) 50.21.14 / 50.21.13 / 50.21.12
Téléfax : (023) 50.21.17 / 50.21.23

BUREAU DE TIZI OUZOU : Cité GENISIDER 600 Logts Bt 7 n°12 Nouvelle ville — Tél. : 026 21 28 28 — Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité : Agence ANEP 01, Avenue Pasteur, Alger — Téléphone : 020.05.20.91/020.05.10.42 — Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45 — 020.05.13.77 — E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz — agence.oran@anep.com.dz — agence.annaba@anep.com.dz — agence.ouargla@anep.com.dz — agence.constantine@anep.com.dz
HORIZONS 20, rue de la Liberté Alger Tél. : 023 50 21 12 — IMPRESSION : Centre : S.I.A. — Est : S.I.E. — Ouest : S.I.O. — Sud : S.I.A. Unité Ouargla Fax : 029 76 38 82 — DIFFUSION - HORIZONS — Tél. : 021 73 59 69 — MPS : Oran : 041 53 81 19 - 07 71 98 39 04 — EUURL Kerboua : Constantine : 031 92 92 16 — Tirage de l'édition d'hier : 10700 exemplaires

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT
LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT ET LE COMMANDANT DE L'AFRICOM

Les relations algéro-américaines amorcent un nouveau tournant

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le secrétaire d'État adjoint américain, Christopher Landau, et le commandant du Commandement militaire américain pour l'Afrique, le général Dagvin Anderson.

La rencontre à laquelle étaient présents le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, Boualem Boualem, directeur de cabinet de la présidence de la République, Ahmed Attaf, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Amar Abba, conseiller du président de la République pour les Affaires diplomatiques, et Sabri Boukadoum, ambassadeur d'Algérie à Washington. Au sortir de cette audience, Landau a déclaré que la réunion tenue avec le président de la République a été «excellente et consistante», se disant honoré par l'audience qui leur a été accordée par le président Tebboune et content d'être en Algérie.

Le secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis d'Amérique a indiqué que c'est la première visite qu'il effectue en Algérie et s'est dit «ravi de l'accueil chaleureux qui leur a été réservé et fasciné par la beauté de ce pays». «Les relations entre les Etats-Unis et l'Algérie sont très profondes et remontent au XVIII^e siècle, plus précisément à 1795, lorsque George Washington avait signé un traité de paix et d'amitié. Et alors que nous célébrons cette année le 250^e anniversaire de l'indépendance de notre pays, nous avons en mémoire que l'Algérie faisait partie, à l'époque, des premiers pays à établir des relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Aussi, notre pays était parmi les premières nations à établir des relations avec l'Etat algérien moderne après son indépendance en 1962.»



Landau a souligné dans sa déclaration que les deux pays sont devant «un moment important, car nous pouvons après toutes ces années qui ont suivi l'indépendance de l'Algérie aspirer à des potentialités énormes qui présentent un intérêt pour les peuples algérien et américain, à travers le renforcement des relations économiques et commerciales, et en œuvrant ensemble pour l'intérêt des deux peuples».

Il a, en outre, estimé qu'il y a «d'importantes opportunités de coopération dans le domaine sécuritaire, en travaillant ensemble à faire face aux défis dans la région du Sahel et en œuvrant à trouver une solution à la question du Sahara occidental après plus de 50 ans». Il s'agit pour Landau «d'un moment très important dans les relations entre les Etats-Unis et l'Algérie», espérant que «les générations futures voient en ce moment un tournant dans les relations entre les deux grands pays».

Le secrétaire d'Etat adjoint a estimé que «nous avons commencé réellement à développer le plein potentiel de cette relation», et a conclu en remerciant le peuple et le gouvernement algérien pour l'accueil chaleureux qui leur a été réservé en réitérant sa joie d'être en Algérie. Pour sa part, Anderson s'est dit ravi d'avoir eu l'opportunité d'être reçu par le président de

la République et d'avoir discuté avec les hauts responsables de l'Armée nationale populaire et à leur tête le général d'armée Saïd Chanegriha. «Nous avons eu des entretiens fructueux aujourd'hui et j'apprécie la relation et la coopération de longue date que l'Algérie continue de renforcer dans la lutte contre le terrorisme», a-t-il ajouté. Anderson n'a pas caché que les «aspirations sont grandes pour renforcer davantage cette coopération, notamment au vu de l'extension continue que connaît le terrorisme à travers le monde», considérant cette menace comme «une affaire urgente». Le commandant de l'Africom a estimé que la coopération entre les deux pays «devient de plus en plus importante, car les Etats-Unis sont en mesure de mettre leur expertise dans la lutte contre le terrorisme à travers le monde, en plus des potentialités remarquables que recèle l'Algérie grâce à sa grande expérience dans ce domaine». Il a estimé, en outre, qu'«il existe une belle opportunité de coopérer à l'avenir au mieux des intérêts communs et de notre sécurité».

Anderson a ajouté qu'«au moment où nous célébrons les 250 ans d'indépendance des Etats-Unis et que nous nous rappelons que nous avons acquis notre indépendance du colonialisme, nous comprenons l'importance de la souverai-

neté, la dignité et l'indépendance et la nécessité de toujours la défendre», soulignant que «ce sont là des valeurs que nous partageons avec le peuple algérien». Selon lui, «il y a une opportunité de continuer de travailler ensemble pour défendre ces valeurs face aux organisations terroristes qui ne respectent pas la dignité de l'homme, ni la souveraineté des Etats et qui circulent entre les frontières sans respecter aucune partie». Le responsable américain a affirmé son souhait de voir le renforcement de cette relation se poursuivre, tout en affirmant qu'il «apprécie le rôle important que joue l'Algérie comme pilier de la stabilité de cette région du monde». «Nous œuvrons à partager les expériences et à travailler de concert pour faire face à ces défis», a-t-il ajouté dans ce contexte.

Il s'est dit conscient que «les solutions militaires ne suffisent pas à elles seules, et qu'elles doivent être accompagnées d'un investissement économique et de développement et du renforcement de la cohésion sociale», soulignant que tous ces efforts ne sont «pas juste pour le présent, mais pour le futur de nos enfants. Pour qu'ils puissent jouir des mêmes opportunités, et vivre en paix, dans la prospérité et l'indépendance», a-t-il conclu.

■ Karim Aït Saâda

ALGÉRIE - ÉTATS-UNIS

Un partenariat en redéploiement

La visite à Alger du secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis d'Amérique, Christopher Landau, et le général d'armée Dagvin Anderson, commandant du Commandement militaire américain pour l'Afrique (Africom), ainsi que la délégation qui les accompagnait, reçus hier par le président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, vient renforcer le redéploiement des relations algéro-américaines constaté ces dernières années. En effet, depuis l'accession du président Abdelmadjid Tebboune à la magistrature suprême en décembre 2019, les relations entre l'Algérie et les États-Unis connaissent une dynamique de renforcement progressive, marquée par un dialogue politique soutenu, des échanges sécuritaires accrus et un intérêt croissant pour la coopération économique. Sans constituer une rupture avec les fondamentaux de la diplomatie algérienne, cette évolution traduit une volonté de diversification des partenariats et une adaptation aux mutations géopolitiques régionales et internationales.

RELANCE DU DIALOGUE POLITIQUE

Dès les premières années du mandat présidentiel, Alger et Washington ont multiplié les signaux d'ouverture. Les échanges entre responsables des deux pays se sont intensifiés, avec une série de visites de délégations américaines en Algérie, traduisant l'intérêt stratégique que les États-Unis portent à l'Algérie, considérée comme un acteur clé en Afrique du Nord et au Sahel. Dans ce contexte, les messages adressés par Donald Trump au président Tebboune ont contribué à installer un climat de confiance.

À plusieurs reprises, le locataire de la Maison-Blanche a félicité le chef de l'État algérien, tout en exprimant la volonté de son administration de travailler étroitement avec Alger. Ainsi, en juillet 2025, Donald Trump a adressé un message de félicitations à Abdelmadjid Tebboune pour le 63^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. Il a salué le «partenariat pérenne»

entre les deux nations, soulignant les avancées communes dans la lutte contre le terrorisme, la sécurité régionale et la volonté de renforcer les échanges économiques et culturels. Ces échanges, au-delà de leur portée protocolaire, ont été perçus comme le signe d'une reconnaissance du rôle régional de l'Algérie et de sa capacité à peser dans les équilibres stratégiques.

Le volet sécuritaire constitue l'un des piliers majeurs du rapprochement entre les deux pays. L'Algérie est perçue par Washington comme un partenaire incontournable dans la lutte contre le terrorisme, en particulier dans la région sahélo-saharienne. Les visites répétées de responsables militaires américains, notamment des représentants l'Africom, témoignent de cette convergence d'intérêts. Ces déplacements visent à renforcer la coordination, à partager les expertises et à consolider les mécanismes de coopération en matière de sécurité régionale. Dans un contexte marqué par l'instabilité persistante au Sahel, l'expérience algérienne en matière de lutte antiterroriste est particulièrement valorisée. L'Algérie apparaît ainsi comme un partenaire fiable, capable de contribuer à la stabilisation de son voisinage.

UNE DIMENSION ÉCONOMIQUE EN CONSTRUCTION

Au-delà des questions sécuritaires, les relations algéro-américaines tendent à s'élargir au domaine économique. Longtemps axées sur les hydrocarbures, elles tendent aujourd'hui à s'élargir à d'autres domaines. D'autant que le gouvernement affiche une volonté claire d'attirer les investissements étrangers, notamment américains, dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les nouvelles technologies, l'agriculture et les infrastructures. Des délégations d'hommes d'affaires et de responsables économiques américains se sont rendues à plusieurs reprises en Algérie afin d'explorer les opportunités offertes par le marché national. Ces visites s'inscrivent dans un contexte de réformes économiques engagées par Alger pour

améliorer le climat des affaires et diversifier l'économie. Sur le plan diplomatique, Alger et Washington partagent un certain nombre de préoccupations communes, notamment en ce qui concerne la stabilité en Libye, la lutte contre les groupes armés au Sahel ou encore la sécurisation des flux énergétiques. Tout en restant attachée à ses principes de non-ingérence et de règlement pacifique des conflits, l'Algérie a su renforcer son rôle de médiateur régional, une posture saluée par les États-Unis. Cette convergence contribue à consolider le dialogue stratégique entre les deux capitales.

UNE RELATION PRAGMATIQUE EN ÉVOLUTION

Le renforcement des relations entre l'Algérie et les États-Unis depuis 2019 s'inscrit dans une logique de pragmatisme et d'intérêts mutuels. Il ne s'agit pas d'une alliance formelle, mais d'un partenariat en construction, fondé sur la reconnaissance du rôle stratégique de l'Algérie et sur la volonté américaine de consolider sa présence dans une région en recomposition. Dans ce cadre, les échanges politiques, les visites de délégations et les déclarations de soutien, notamment celles de Donald Trump à l'égard du président Tebboune, ont contribué à créer un environnement favorable à un approfondissement des relations bilatérales.

À moyen terme, la consolidation de ce rapprochement souhaité par les deux pays sera mis au défi de traduire cette volonté politique en projets concrets, notamment dans les domaines économique et technologique, tout en maintenant un dialogue équilibré sur les questions régionales. Il y a lieu de rappeler dans ce sens le travail considérable effectué par l'ambassadrice des États-Unis en Algérie, Elizabeth Moore Aubin, durant sa présence de quatre ans (2022-2026) en Algérie. Son mandat est décrit comme dense et marqué par le renforcement des liens bilatéraux. Dans ses adieux, début 2026, elle a exprimé sa «profonde gratitude» et sa «fierté» pour les progrès accomplis dans la coopération entre Alger et Washington.

■ Selma Meziane

AHMED ATTAF REÇOIT CHRISTOPHER LANDAU

Examen des moyens de dynamiser les relations algéro-américaines

Consolider le partenariat dans plusieurs secteurs porteurs et échanges de vue sur les questions régionales et internationales. Tels ont été les principaux points abordés hier à Alger par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, et le secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis d'Amérique, Christopher Landau, lors de leur entretien au siège du ministère. A cette occasion, Attaf a eu une rencontre en tête-à-tête avec Christopher Landau, au siège du ministère, suivie d'entretiens élargis aux membres des délégations des deux pays. Les entretiens ont permis de «passer en revue la dynamique notable que connaissent les relations algéro-américaines dans leurs différents volets» et d'«examiner les moyens de dynamiser davantage, à travers le renforcement du dialogue stratégique et la consolidation du partenariat dans les domaines de coopération prioritaires, tels que l'énergie, l'investissement, l'innovation, le commerce, l'agriculture, le transport aérien et l'enseignement supérieur». Les deux parties ont également abordé «nombre de questions régionales et internationales d'intérêt commun, en tête desquelles les développements de la situation dans la région sahélo-saharienne, ainsi que l'évolution du processus politique de règlement de la question du Sahara occidental», a conclu le communiqué.

■ M. B./APS

57^e FOIRE INTERNATIONALE
D'ALGER

L'Espagne invité d'honneur

Le Palais des expositions d'Alger accueillera, du 22 au 27 juin prochain, la 57^e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), organisée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué un communiqué d'Algeria Exhibitions, filiale du groupe Safex. L'Espagne sera l'invitée d'honneur de l'édition 2026 de la FIA, ce qui témoigne de «la dynamique positive que connaissent les relations algéro-espagnoles ces derniers temps», a souligné Algeria Exhibitions, voyant dans cette participation une opportunité pour «renforcer la coopération bilatérale et explorer de nouvelles perspectives de partenariat entre les entreprises algériennes et espagnoles dans plusieurs secteurs stratégiques». Cette édition se déroulera à travers les différents pavillons du Palais des expositions et, pour la première fois, au niveau du pavillon Palestine. «Cet édifice architectural moderne marque un saut qualitatif dans l'organisation des foires et des grands événements économiques, grâce à ses vastes espaces d'exposition et à ses équipements de pointe répondant aux standards internationaux, renforçant ainsi la position de l'Algérie en tant que destination pour l'accueil des manifestations économiques mondiales», ajoute la même source. Considérée comme l'un des événements économiques multisectoriels les plus en vue, la FIA est l'occasion de mettre en évidence les capacités productives nationales et de renforcer les opportunités de partenariat et d'investissement, offrant un espace propice aux échanges entre opérateurs économiques nationaux et étrangers. La FIA couvre plusieurs secteurs, dont les industries agroalimentaires, l'électroménager, la mécanique, la sidérurgie, les industries manufacturières, les travaux publics, le bâtiment et les services. Des espaces de vente sont également prévus, permettant aux exposants de promouvoir leurs produits et de renforcer leur présence sur le marché. Ce rendez-vous économique sera aussi marqué par l'organisation de conférences et de rencontres encadrées par des experts et des spécialistes, autour de thématiques liées au développement de l'industrie nationale, à l'encouragement de l'investissement et à la promotion des exportations hors hydrocarbures. Pour rappel, la 56^e édition de la FIA (23-28 juin 2025) avait enregistré une participation record de 684 entreprises, dont 539 algériennes et 145 étrangères issues de 31 pays, avec le Sultanat d'Oman comme invité d'honneur.

■ R. N.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le PNUD souligne les avancées de l'Algérie

À L'APPROCHE DU FORUM POLITIQUE de haut niveau sur le développement durable, prévu en juillet prochain à New York sous l'égide du Conseil économique et social des Nations unies, l'Algérie intensifie les préparatifs de son deuxième rapport national volontaire.

Dans ce contexte, un atelier de concertation a été organisé, hier à Alger, à l'initiative du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese) en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères. Le secrétaire d'État chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, qui a coprésidé l'ouverture de cette rencontre aux côtés du président du Cnese, Mohamed Boukhari, a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à mettre en œuvre l'Agenda 2030 pour le développement durable à travers l'intégration volontaire de ses objectifs dans les différentes politiques publiques. Le rapport national volontaire constitue, a-t-il dit, «un instrument central d'évaluation», mais aussi «une plateforme diplomatique stratégique permettant de renforcer la position de l'Algérie sur la scène internationale et de valoriser une expérience de développement fondée sur l'équilibre entre les dimensions économique, sociale et environnementale.

Mettant en avant la dimension participative de la démarche, Chaïb a rappelé que l'élaboration du rapport repose sur un processus consultatif élargi, ayant mobilisé plus de cinquante parties prenantes. Il a, à cet effet, donné lieu à l'organisation de plus de 17 ateliers sectoriels, traduisant une volonté affirmée de coordination intersectorielle.

De son côté, Mohamed Boukhari a insisté sur la portée stratégique de cette étape. Il a qualifié l'élaboration du rapport de moment clé pour évaluer le parcours national en matière de développement durable. Selon lui, il permet de valoriser les acquis et identifier les défis à relever, dans une approche intégrée conciliant les dimensions économique, sociale et environnementale.

Dans un environnement mondial marqué par des incertitudes croissantes, la représen-



tante résidente du programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, M^{me} Natasha van Rijn, a mis en évidence les avancées de l'Algérie dans tous les domaines sociétaux. Elle a également souligné que l'année 2026 constitue une étape charnière, marquée par la tenue de trois conférences majeures des parties (COP), consacrées respectivement à la désertification, à la biodiversité et au climat. Trois rendez-vous qui traduisent une même urgence : transformer les engagements politiques en résultats concrets au bénéfice des populations. Dans ce contexte, la décision de l'Algérie de présenter un deuxième rapport national volontaire apparaît comme un choix significatif. Elle reflète, selon elle, «une volonté affirmée d'évaluation et de transparence, mais aussi une démarche inclusive mobilisant institutions, société civile, chercheurs, acteurs locaux, jeunes et femmes autour d'un diagnostic partagé».

CONSTANCE DES EFFORTS D'INVESTISSEMENT DANS LE CAPITAL HUMAIN

La représentante du PNUD a, par ailleurs, relevé la constance des efforts engagés par l'Algérie en matière d'investissement dans le capital humain, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, du logement et de l'accès aux services

essentiels. Une orientation maintenue même dans des contextes difficiles, à l'image de la crise sanitaire liée à la Covid-19, traduisant un choix de société aligné sur les principes de l'Agenda 2030.

Au cœur de cette dynamique, la participation élargie apparaît comme un choix structurant. D'ailleurs, le secrétaire d'État chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, a mis en avant le rôle clé de la société civile, dont la proximité avec les citoyens permet de mesurer l'impact réel des politiques publiques. De son côté, le monde académique et de la recherche est appelé à fournir des analyses approfondies et des propositions innovantes, renforçant la dimension scientifique du document. La présence de représentants des institutions de l'État, du Parlement, de la présidence de la République, ainsi que d'experts internationaux, traduit la volonté d'inscrire ce processus dans une logique de coordination élargie.

Attendu en juillet prochain, le deuxième rapport national volontaire devra offrir une évaluation globale du parcours de l'Algérie dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable, tout en consolidant sa présence dans les débats internationaux autour de l'Agenda 2030.

■ Samira Azzegag

UNIVERSITÉ

Baddari plaide pour une ouverture sur le monde économique

L'université de quatrième génération doit être apte à se constituer en une plateforme permettant la création de la richesse, a souligné hier à Biskra le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari. Lors de sa visite de travail dans cette wilaya, il a également insisté sur l'ouverture des universités à l'international en termes de programme et d'utilisation de la technologie dans les domaines de l'enseignement et de l'apprentissage, de l'intelligence artificielle et de la promotion de l'innovation. In fine, il s'agit de faire des espaces de l'enseignement supérieur des lieux de transformation des idées «en projets économiques». Et c'est dans ce sillage qu'il a inauguré le parc numérique à l'Université centrale Mohamed-Khider.

Un espace qui sera ouvert aux étudiants à besoins spécifiques afin de leur faciliter l'accès à l'ensemble des plateformes numériques mises à disposition par le ministère. Tout en assurant que les besoins de ce parc en termes d'équipements seront pris en char-



ge, le ministre a appelé à encourager les projets de start-up ou de microentreprises dédiés aux personnes à besoins spécifiques, de même que le renforcement des partenariats et de la collaboration entre les différentes universités, avec celle de Constantine 3 notamment, pour le partage de moyens en termes de transport, entre autres.

À propos du transport, il a fait part d'une coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports

afin de créer une dynamique entre l'Université et la ville dans le domaine des transports.

Baddari a également inauguré un court de tennis et un théâtre universitaire au sein de cette même université, ainsi qu'une résidence universitaire d'une capacité de 1.000 lits, une cantine centrale d'une capacité de 800 repas par jour au pôle universitaire de la commune de Chetma. La réalisation et l'équipement de cette cantine ont nécessité, selon le directeur de wilaya des équipements publics,

Mohamed Khamloul, un budget de plus de 200 millions de dinars. Le ministre a donné, en outre, le coup d'envoi d'un guichet unique au niveau de ce même pôle pour orienter et accompagner les étudiants porteurs de projets, durant leur cursus universitaire ou bien après l'obtention de leur diplôme.

Ce guichet est destiné également aux enseignants-chercheurs afin de leur faciliter les démarches et les procédures administratives dans le cas où ils décideraient de créer leurs entreprises. «L'inauguration de ces installations s'inscrit dans le cadre des efforts de l'État visant à faire de l'Université un moteur de création de richesse, passant d'une université classique à une université moderne regroupant une élite innovante qui œuvre pour la prospérité et pour l'épanouissement de la société», a affirmé le ministre qui a procédé au lancement officiel des Jeux universitaires nationaux depuis la salle omnisports de l'université centrale, où cet événement se déroulera jusqu'au 5 mai prochain.

■ Farida Belkhiri

ALGÉRIE-SUÈDE Partenariat pour la décarbonation du secteur industriel

La Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) et le Conseil international de l'industrie suédoise (NIR) ont signé, hier à Alger, sur le programme de partenariat pour la décarbonation du secteur industriel en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables. La cérémonie de signature de l'accord s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables et de l'ambassadrice du Royaume de Suède, ainsi que des cadres supérieurs de plusieurs secteurs ministériels et des représentants de partenaires nationaux et étrangers, ajoute le communiqué. La signature de cet accord a été l'occasion d'échanger les expertises sur la décarbonation industrielle, en tant que l'un des principaux défis du développement durable et d'examiner la coopération entre l'Algérie et le Royaume de Suède pour accompagner les efforts de transition énergétique et promouvoir une industrie nationale plus durable et concurrentielle, rapporte le communiqué. La rencontre s'inscrit également dans le sillage de l'engagement de l'Algérie à poursuivre son processus dans le renforcement des partenariats internationaux et leur intégration dans les dynamiques énergétiques régionales et internationales, précise le document.

CROISSANCE ET INNOVATION

L'entreprise algérienne en bonne santé

PLUSIEURS MEMBRES DU GOUVERNEMENT, des hauts cadres de la nation et des acteurs de l'écosystème économique ont assisté, hier, à la deuxième édition de la CEO Survey en Algérie, organisée par la PwC Global CEO Survey au Centre international de conférences (CIC), consacrée à la présentation de l'enquête réalisée auprès des dirigeants d'entreprises algériens.

L'année 2025, le CEO Survey dresse un bilan optimiste et met en évidence «un tissu entrepreneurial algérien résolument tourné vers l'avenir, capable de conjuguer ambition de croissance et adaptation aux nouveaux défis globaux». C'est ce qui ressort de cette enquête qui porte précisément sur les perspectives des dirigeants d'entreprises (CEOs) à court et long terme, leurs priorités stratégiques, leur confiance en la croissance des revenus, les risques perçus et l'impact des technologies, comme l'intelligence artificielle (IA). Réalisée auprès de 4.500 dirigeants dans 105 pays, l'enquête met en lumière une résilience notable des chefs d'entreprises en Algérie, précisant que plus de 83% anticipent une croissance économique nationale dans les 12 prochains mois, un niveau nettement supérieur à la moyenne mondiale (61%).

Ce qui rend ce résultat plus significatif, c'est l'augmentation de +21% enregistrée comparativement à la première édition organisée en 2024, a indiqué Mehdi Benallegue, manager consulting, lors de sa présentation des résultats, sous la supervision du directeur associé de PwC, Karim Saci. L'autre indicateur révélateur est celui relatif aux perspectives de croissance au niveau des entreprises avec plus de 90% des dirigeants qui se montrent confiants sur l'évolution des indicateurs de performance. Dans ce sillage un taux de 43% des dirigeants déclarent maintenir ou augmenter leurs investissements majeurs, malgré un contexte international incertain. Tou-

tefois, l'enquête met en évidence les principaux défis auxquels font face les dirigeants d'entreprises. Par rapport aux incertitudes économiques et géopolitiques, l'enquête révèle que 55% des répondants considèrent l'inflation comme une menace significative, quoique le taux soit en baisse par rapport à la précédente édition, alors que 39% estiment que les conflits géopolitiques constituent des risques significatifs.

Face à ces incertitudes géopolitiques, 50% des participants à l'enquête placent la cybersécurité et la souveraineté technologique en tête de leurs priorités. Et 47% font de l'innovation le fer de lance de leur stratégie. «Cette enquête brosse le portrait d'un patronat résilient et visionnaire», résume Karim Saci pour qui ces indicateurs mettent en relief «un optimisme fondé sur des bases réelles, en cohérence avec la dynamique économique que connaît le pays ces dernières années». Cette dynamique a été rendue possible, a-t-il relevé, grâce au rôle structurant des secteurs des mines, des hydrocarbures, de l'industrie pharmaceutique, du numérique et de l'agriculture, soutenus par un climat d'investissement devenu plus attractif à la faveur de réformes profondes ayant touché le système financier, facilitant ainsi l'accès des investisseurs et la création d'emplois.

DES PERSPECTIVES PROMETTEUSES

Lors de cet événement, placé sous le thème «Souveraineté et résilience : une nouvelle trajectoire économique pour l'Algérie», plusieurs ministres, des PDG de grands groupes, des di-



recteurs publics et des experts internationaux ont planché sur quatre thématiques majeures, à savoir Énergie & Mines, Souveraineté numérique, Souveraineté sanitaire et Climat des investissements. Les ministres intervenus à cette occasion ont présenté les grands axes des stratégies adoptées perceptivement par leurs secteurs distingués, soulignant que les perspectives d'ici 2030 sont prometteuses.

Lors du panel ayant traité la question relative à l'innovation et la numérisation, la Haut-commissaire à la Numérisation avec rang de ministre, Mme Meriem Benmouloud, a mis en évidence les avancées réalisées dans son secteur qu'elle a qualifiées «d'énormes et de consistantes», soulignant que l'effort a été concentré dans le renforcement des infrastructures numériques, citant au passage la réalisation de deux data center et le cloud souverain dont bénéficient plus de 15 secteurs. Elle a également fait part d'un maillage de raccordement

souverain entre toutes les entités de l'Etat. Ce panel composé d'experts a fait ressortir la nécessité de renforcer la gouvernance et la structuration des données. Côté industrie pharmaceutique, premier responsable de ce secteur, Ouacim Kouidri, a souligné que l'Algérie a franchi des pas considérables pour assurer son autonomie et renforcer sa résilience en cas de crise sanitaire, surtout avec le lancement de la production de vaccins localement. Avec les 233 unités de production, l'industrie pharmaceutique arrive, a-t-il dit, à couvrir 83% des besoins exprimés. «C'est ce qui permet à l'Algérie de s'imposer comme premier producteur pharmaceutique en Afrique», a-t-il indiqué.

La modernisation du système financier portée par la digitalisation des paiements s'impose également comme un levier d'inclusion financière et de transparence économique. Dans ce contexte, le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a mis l'accent

dans son intervention sur trois axes principaux, insistant sur le rôle du Trésor public comme régulateur et financier, l'impératif de chercher d'autres ressources de financements et surtout la numérisation des opérations financières publiques. L'objectif, a-t-il dit, est de renforcer davantage l'inclusion financière.

À noter enfin que la parole a été donnée au secteur privé, représenté par le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, qui a abordé la question du climat des affaires, en mettant en avant les attentes des opérateurs économiques. Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI), Omar Rekkache, a, à cette occasion, souligné les mécanismes d'incitation et les avancées réalisées dans ce cadre. Il convient de souligner que 72% des répondants à cette enquête dirigent des entreprises privées.

■ Wassila Ould Hamouda

HYDROCARBURES, ÉNERGIE ET MINES

L'Algérie veut devenir un hub énergétique régional

«L'Algérie dispose d'atouts structurels solides, notamment d'importantes réserves d'hydrocarbures et d'infrastructures développées, en particulier les gazoducs vers l'Europe, ce qui renforce sa position de partenaire fiable à long terme.» C'est le message phare du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, lors de son intervention à un panel intitulée : «Énergie et mines : comment l'Algérie transforme-t-elle son potentiel énergétique et ses richesses géologiques en puissance régionale». Organisé, hier au CIC, dans le cadre de la deuxième édition de la CEO Survey en Algérie et coanimé avec le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, et le ministre des Mines et des Industrie minières, Mourad Hanifi, ce panel a permis aux intervenants de mettre en exergue le potentiel de l'Algérie dans le domaine énergétique. Dans son intervention, Mohamed Arkab affirmé que «l'Algérie est constante dans ses engagements, quelles que soient les difficultés». Il a fait observer que les transformations géopolitiques que connaît le monde ne constituent pas une rupture dans les marchés de l'énergie, mais traduisent plutôt une phase de rééquilibrage, mettant en évidence l'importance de la sécurité et de la stabilité des approvisionnements. Il a également indiqué que la stratégie nationale repose sur le renforcement des partenariats existants, notamment avec l'Europe, considérée «comme un partenaire naturel, tout en œuvrant à la diversification progressive des marchés, notamment à travers le développement des capacités de gaz naturel liquéfié, permettant d'accéder à de nouveaux marchés et de renforcer la flexibilité des exportations algériennes». Dans ce sillage, il a fait part de la volonté de l'Algérie de conquérir les marchés asiatiques. Il a insisté sur la poursuite des investissements dans les infrastructures énergétiques, avec leur extension future à travers des projets stratégiques, tels que le gazoduc trans-saharien. Arkab a donné les grands axes de la vision de l'Algérie à l'horizon 2030 avec l'objectif



de «se positionner comme un pôle énergétique régional, capable de valoriser ses ressources naturelles en valeur industrielle ajoutée, et de renforcer son statut de partenaire fiable dans la sécurité énergétique, à travers des partenariats durables fondés sur des intérêts mutuels». Il a, par ailleurs, souligné que le développement des activités pétrolières s'inscrit désormais en parfaite adéquation avec les exigences environnementales, les normes de protection de l'environnement et de réduction des émissions étant devenues indissociables des projets, notamment à travers la réduction du torchage du gaz, la limitation des émissions de méthane et l'intégration de solutions visant à réduire l'empreinte carbone. Abondant dans le même sens, le PDG de la Sonatrach, Noureddine Daoudi, a souligné que l'appel d'offres «Algeria Bid Round 2026» a été un «succès», soulignant que cette opération a démontré la flexibilité et la rapidité de l'Algérie à mettre en valeur son potentiel minier qui, à ses yeux, reste sous-exploré. Il a mis l'accent sur le renouvellement des réserves qui passent obligatoirement, a-t-il insisté, «par l'intensification de l'effort exploratoire et aussi par un manage-

ment des réservoirs beaucoup plus intelligents». Il a rappelé que l'Algérie a un plan d'investissement important sur les cinq prochaines années, couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur.

VERS UN NOUVEAU MODÈLE DE CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

De son côté, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a passé en revue les principaux agrégats de la feuille de route tracée par son département, soulignant que le challenge réside dans le développement de l'industrie relative aux énergies renouvelables, citant, à titre indicatif, la fabrication des panneaux solaires et des onduleurs. Adjal a, à cette occasion, annoncé que son département présentera, prochainement au gouvernement, un projet portant sur le modèle de consommation en Algérie qui devra découler du dossier de l'efficacité énergétique. Passant au secteur des Mines, son premier responsable, fraîchement installé, a souligné que l'objectif d'ici 2030 est «de développer une industrie minière intégrée avec la captation des ressources au niveau national».

■ W. O. H.

AAPI Lancement d'un guichet unique dans une nouvelle formule

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a annoncé, hier, l'activation prochaine du guichet unique relevant de l'Agence dans sa nouvelle version. Intervenant lors d'une session de discussion consacrée au climat d'investissement en Algérie, organisée dans le cadre de la présentation des résultats de l'étude «CEO Survey Algeria 2026», Rekkache a annoncé que les décrets exécutifs y afférents ont été validés par le gouvernement et seront prochainement publiés au Journal officiel. Le responsable a précisé que «cette nouvelle formule confèrera au guichet unique le rôle d'interlocuteur unique effectif pour les investisseurs, permettant ainsi de réduire le parcours administratif et de faciliter la concrétisation des projets». Il a considéré cette mesure comme une avancée majeure pour l'amélioration du climat des affaires. Concernant le suivi des projets enregistrés, Rekkache a indiqué que l'Agence poursuit son accompagnement de proximité des investisseurs. Il a précisé que 53% des projets enregistrés sont actuellement en phase de réalisation, tandis que plus de 1.400 projets sont passés en phase de production depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'investissement.

■ W. O. H.

UGTA

Takdjout plaide pour la préservation de la santé mentale des travailleurs

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algérien, (UGTA), Amar Takdjout, a plaidé, hier, pour l'intensification de la concertation entre les organisations syndicales et les organisations patronales en vue de prendre en charge les préoccupations des travailleurs et de leur assurer le bien-être et protéger leur santé mentale. A l'occasion de la commémoration de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail au Centre familial de la CNAS à Ben Aknoun, Takdjout a tiré la sonnette d'alarme en faisant part de nombreux cas de travailleurs, dont la santé mentale a été affectée en raison du harcèlement moral subi en milieu professionnel. Le SG de la Centrale syndicale fait remarquer que l'interface de l'organisation syndicale est le patronat, d'où la nécessité, souligne-t-il, d'intensifier les rencontres de concertation entre ces deux acteurs principaux, directement impliqués dans la protection du travailleur. Pour lui, la défense des droits du travailleur n'est pas uniquement d'ordre matériel, mais aussi et surtout moral. En ce sens, Takdjout appelle à la création de la commission de l'hygiène et de la sécurité dans les entreprises. «Nous sommes disposés à travailler et à discuter des problèmes qui se posent en milieu professionnel», assure-t-il.



■ A. M.

JOURNÉE MONDIALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SANTÉ AU TRAVAIL L'Algérie renforce son approche scientifique en matière de prévention

L'ALGÉRIE adopte une vision inclusive dans le domaine de la protection des travailleurs contre les risques professionnels fondés sur un ancrage juridique solide et une approche scientifique rigoureuse.

« Cette vision stratégique se traduit concrètement par une dynamique nationale reflétant l'engagement du pays à promouvoir la prévention des risques professionnels. Ainsi, plus de 269.000 missions de contrôle ont été effectuées dans divers secteurs, et plus de 5.000 enquêtes sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ont été menées durant l'année 2025 et le premier trimestre de l'année 2026», a indiqué hier le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saïhi, à l'occasion de la commémoration de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail (28 avril) au Centre familial de la CNAS à Ben Aknoun (Alger), sous le thème «Veillons à ce que l'environnement du travail soit sain sur le plan psychologique et social».

« Ce slogan choisi par l'Organisation internationale du travail (OIT) reflète une évolution profonde dans notre compréhension des risques professionnels, notamment ceux liés aux pressions psychologiques et sociales et à leurs répercussions sur la performance et la stabilité professionnelle. Dans ce contexte international, l'Algérie a été retenue parmi huit pays pour participer à la réunion d'experts à Genève dans le domaine de la protection des travailleurs», a précisé le ministre. Et pour cause, «l'Algérie, précise-t-il, a mis en place un dispositif juridique complet, fondé sur la Constitution qui consacre la protection de la dignité humaine et la sécurité au travail, ainsi que sur un ensemble de textes législatifs obligeant l'employeur à garantir un environnement de travail sûr, incluant les dimensions psychologique et sociale». Sur le plan préventif, le ministre fait état de plus de 135.000



recommandations techniques adressées aux entreprises afin d'améliorer les conditions de travail et d'élever les niveaux de sécurité sur les lieux de travail. «De plus, 303 études et plans techniques de prévention ont été réalisés, comprenant l'analyse des postes de travail et l'évaluation des dispositifs de sécurité, traduisant l'adoption d'une approche scientifique rigoureuse dans la gestion des risques professionnels», poursuit-il. En matière de formation et de sensibilisation, plus de 24.000 travailleurs, cadres et stagiaires ont bénéficié, détaille-t-il, de programmes de formation et de sensibilisation, contribuant à la diffusion de la culture de prévention et à l'ancrage de comportements professionnels responsables. Dans le domaine de la médecine du travail, plus de 87.000 examens

médicaux préventifs ont été effectués dans le cadre du suivi de l'état de santé des travailleurs et de la prévention des maladies chroniques et des risques professionnels, enchaîne Saïhi. «Ces examens expriment la volonté de l'État, un choix institutionnel et une vision stratégique qui placent l'être humain au centre du développement qui constitue la finalité essentielle», souligne-t-il.

Pour le premier responsable du secteur, la réussite de toute stratégie nationale dans ce domaine reste tributaire de l'ancrage de la culture de sensibilisation et de la contribution des partenaires sociaux, afin de garantir des résultats positifs et d'assurer un environnement de travail empreint de stabilité et de sérénité.

■ A Mehdi

MOHAMED SEDDIK AIT MESSAOUDENE, MINISTRE DE LA SANTÉ «La médecine du travail est essentielle»

La médecine du travail n'est plus une activité complémentaire, mais une véritable stratégie nationale et une pratique essentielle dans la qualité de vie des travailleurs et la prévention des maladies chroniques qui pèsent lourdement sur l'Etat et l'économie nationale. C'est ce qu'a affirmé, hier, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudène, à l'occasion de la commémoration de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, au Centre familial de la CNAS à Ben Aknoun. Et le ministre de rappeler que ces maladies représentent les principales causes de décès prématurés et de dégradation de la qualité de vie. De ce fait, il a signalé que cette stratégie se concrétise par le dépistage précoce des maladies liées aux conditions de travail dont les cancers. «Elle repose également sur la surveillance médicale régulière des travailleurs exposés, le dépistage précoce des cas avérés, ainsi que le suivi de l'exposition aux substances cancérigènes. À cela s'ajoute la contribution à l'amélioration des conditions de travail et à la réduction des facteurs de risque au sein des entreprises», explique-t-il.

Pour le ministre, le secteur de la santé joue un rôle stratégique dans la mise en place et l'application des politiques réglementaires, en particulier celles relatives à l'organisation



et au contrôle de l'exposition aux substances dangereuses, compte tenu de leurs effets graves sur la santé publique. Cela se traduit, soutient-il, par l'élaboration de normes nationales, de limites d'exposition professionnelle, et par le renforcement

des systèmes de surveillance sanitaire et environnementale, en coordination avec les secteurs partenaires tels que le travail, l'environnement, l'énergie et l'industrie, afin de garantir la conformité des lieux de travail aux standards nationaux et internationaux. Dans ce contexte, Ait Messaoudène a rappelé que son ministère a également organisé une rencontre nationale et des ateliers techniques autour de l'élaboration du plan stratégique national de santé au travail 2026-2030. Lequel vise à adopter une approche intégrée et adaptée aux mutations rapides du monde du travail. «Ce plan repose, selon ses précisions, sur la complémentarité et la coordination entre les différents secteurs», a-t-il précisé. En clair, il s'agit d'unifier la vision nationale, d'actualiser le cadre juridique et réglementaire, de renforcer les systèmes d'information et de veille, et de définir des mesures concrètes applicables à court et moyen terme. En outre, la tutelle, dit-il, œuvre à renforcer les compétences des médecins du travail, à moderniser les pratiques de surveillance médicale et à diffuser une culture de prévention, garantissant un environnement de travail sain sur les plans physique, psychologique et social.

■ A. M.

HALIM HAMZAOU, DIRECTEUR DU BUREAU DE L'OIT À ALGER «Les risques psychiques causent la mort de 840 mille personnes par an»

Les maladies liées aux risques psychiques et sociaux contractées en milieu professionnels fauchent la vie à pas moins de 840.000 personnes par an à travers le monde. Ce chiffre a été évoqué, hier, par Halim Hamzaoui, directeur du bureau de l'Organisation internationale du travail (OIT) à Alger pour l'Algérie, la Tunisie, la Libye, la Mauritanie et le Maroc, en s'appuyant sur un rapport établi par l'OIT, à l'occasion de la commémoration de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail (SST), au Centre familial de Ben Aknoun. Selon lui, le rapport de l'OIT précise que ces risques n'affectent pas seulement les personnes, mais son impact s'étend aux entreprises et aux économies, entraînant des pertes économiques estimées à 1,4% du PIB mondial annuel.

■ A. M.

Les organisations patronales affirment leur engagement à bâtir «un modèle économique fondé sur la responsabilité, la solidarité et la dignité humaine». Elles affichent, également, leur disponibilité à mener des concertations avec l'UGTA en vue de trouver des solutions aux problèmes et préoccupations soulevés par la classe ouvrière. Cette volonté a été réaffirmée, hier, à l'occasion de la commémoration de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail au Centre familial de Ben Aknoun. A ce titre, Fayçal Ouaguenoui, secrétaire général du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), souligne la nécessité d'élargir la conception liée à la sécurité au travail à même d'y inclure la promotion de la santé mentale et la préservation de la dignité des travailleurs. Selon lui, les mutations économiques et technologiques, la pression internationale et la complexité des structures organisationnelles ont engendré de nouveaux risques. Ceux-ci doivent être transformés, juge-t-il, en sources d'épanouissement et non de souffrance. «Nous croyons que la compéti-

PATRONAT

Bâtir un modèle économique fondé sur la responsabilité et la dignité



tivité et la solidarité ne s'opposent pas, mais se complètent et se nourrissent mutuellement. C'est pourquoi nous nous engageons d'accompagner les entreprises dans la mise en place de politiques globales fondées sur la formation, la protection collective et une gouvernance humaine et responsable», appuie Ouaguenoui. Dans le même sillage, la vice-présidente de l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP), Wahida Chaâb, a mis l'accent sur l'adoption d'une approche durable en vue de garantir un milieu professionnel sain et productif. «Il s'agit aussi d'intégrer les dimen-

sions psychologiques et sociales, essentielles à la protection des travailleurs et à l'amélioration de leurs conditions», a-t-elle précisé. À ce propos, l'intervenante a relevé les défis croissants auxquels sont confrontées les entreprises, citant la pression professionnelle, les exigences de continuité, la nature sensible des missions nécessitant une forte concentration, ainsi que le travail en équipes alternées. «Autant de facteurs qui imposent à l'ensemble des acteurs, pouvoirs publics, entreprises et partenaires sociaux, d'adopter une approche adaptée et durable», estime-t-elle. Compte tenu de ce constat, l'UNEP a proposé l'intégration du volet psychologique et social dans les systèmes de santé et de sécurité au travail, le renforcement de la couverture institutionnelle et juridique afin de garantir un environnement fondé sur la légalité et le respect, et le développement des compétences des cadres en matière de gestion du stress professionnel et de communication efficace.

■ A. M.

CARTE D'IMPORTATEUR-EXPORTATEUR

Satisfaction des opérateurs

L'IMPORT ET L'EXPORT À LA CARTE. C'est l'une des nouvelles mesures prises lundi dernier par le président Tebboune. Pour les professionnels, cette formule est à même d'organiser davantage le commerce extérieur et de protéger la production nationale.

L'annonce de l'institution d'une carte d'importateur et d'exportateur qui marque une nouvelle étape dans l'organisation du commerce extérieur suscite un vif intérêt au sein des milieux économiques, notamment chez les opérateurs. Pour le président de l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal), Tarek Boulmerka, cette décision constitue l'aboutissement d'un travail de réflexion engagé depuis plusieurs mois.

«C'est une très bonne nouvelle pour nous et nous en sommes soulagés», a-t-il soutenu. Selon lui, l'initiative portée par le président Tebboune marque un décisif dans la gestion des flux commerciaux. Et pour cause, «toutes nos opérations seront identifiées et nous aurons des statistiques qui seront plus fiables et différenciées entre l'import et l'export», explique-t-il. L'un des enjeux majeurs de cette réforme réside dans la clarification des activités liées au commerce extérieur. En effet, une confusion existe entre les différentes formes d'exportation. À travers cette distinction, les professionnels souhaitent valoriser la production nationale et mieux encadrer les pratiques commerciales. Pour l'Anexal, la reconnaissance du métier d'exportateur est essentielle. «L'exportation est un métier très rigoureux. L'exportateur est en fait un ambassadeur du produit Made in Algeria», a précisé Boulmerka.

Au-delà de la carte d'importateur-exportateur, d'autres propositions sont également sur la table pour ac-

compagner cette dynamique. Ainsi l'Anexal plaide notamment pour la mise en place d'un document spécifique facilitant la mobilité des opérateurs économiques. «Nous souhaitons pour la mise en place d'un passeport pour l'exportateur afin de lui assurer une mobilité plus fluide», indique le responsable.

Il s'agit ainsi de renforcer davantage l'efficacité des exportateurs algériens en réduisant les contraintes administratives et en facilitant leur accès aux marchés extérieurs. Pour sa part, le président de la Fédération nationale des importateurs de viande et dérivés, Sofiane Dahbou, a salué la mesure, soutenant qu'elle constitue une avancée importante dans l'organisation du commerce extérieur et dans la structuration des activités d'importation et d'exportation.

Selon lui, l'instauration de cette carte d'importateur et d'exportateur traduit la volonté des autorités de mettre de l'ordre dans ce secteur, tout en renforçant la protection de la production nationale et en encourageant une meilleure gestion des flux commerciaux. De ce fait, il estime que cette carte est un pas vers plus de professionnalisme, dans un domaine où la traçabilité et la transparence sont devenues essentielles. «C'est toujours une bonne chose d'avoir une carte en plus», souligne-t-il, rappelant que les opérateurs disposent déjà de plusieurs identifiants administratifs comme le NIF ou le NIS, et que ce nouveau dispositif vient compléter cet arsenal en permettant une identification immédiate et claire des acteurs du commerce extérieur. Il estime qu'en per-



mettant d'identifier rapidement les opérateurs, cette carte contribuera à réduire les zones d'ombre et à instaurer un climat de confiance, aussi bien avec les administrations qu'avec les partenaires économiques.

AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES TRANSACTIONS

Selon lui, la carte permettra de fluidifier les procédures administratives et de simplifier les interactions avec les différentes institutions. Elle devrait ainsi réduire les délais de traitement et améliorer l'efficacité globale des transactions. Au-delà de l'aspect administratif, Dahbou replace cette initiative dans un contexte économique international marqué par de fortes incertitudes. Il rappelle que la gestion des devises

est aujourd'hui un enjeu stratégique majeur, et qu'il est impératif de les utiliser de manière réfléchie. Dans cette optique, il considère que la carte offrira aux autorités une vision plus claire des volumes, des produits et des acteurs impliqués, ce qui facilitera la prise de décisions et le contrôle des opérations.

Concernant l'exportation, Sofiane Dahbou insiste sur la nécessité d'adopter une approche équilibrée. Il met en garde contre le risque d'exporter des produits au détriment du marché national. «Il ne faudrait pas qu'un produit soit exporté alors qu'il manque sur le marché local», précise-t-il, appelant à une gestion prudente et responsable des excédents. Et de rappeler que de nombreux pays

cherchent aujourd'hui à constituer des stocks de produits de première nécessité et à mieux contrôler leurs chaînes d'approvisionnement. Dans ce cadre, il estime essentiel d'anticiper et de mettre en place des mécanismes de régulation efficaces. Selon lui, cette carte devrait renforcer la transparence, améliorer la gestion des transactions et mieux encadrer les activités d'importation et d'exportation.

Tout en reconnaissant que sa mise en œuvre nécessitera des ajustements, il se dit convaincu que cette réforme contribuera à assainir le marché et à instaurer un environnement plus structuré et fiable pour tous les acteurs.

■ Amokrane H

MISE EN ŒUVRE DES INSTRUCTIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le gouvernement sur le terrain

Gouverner est l'exigence que s'est fixée l'exécutif pour répondre aux besoins des populations. C'est une conviction que le président de la République martèle depuis plusieurs mois, avec une constance qui force l'attention. À chaque réunion du Conseil des ministres, il ne cesse d'exiger du gouvernement le déplacement sur le terrain. Car, pour lui, rien ne remplace le contact direct avec les réalités vécues par les Algériens au quotidien. Il a appelé à privilégier l'action de proximité et de ne plus se contenter de tableaux de bord, des rapports ou des bilans chiffrés qui arrivent des directions locales.

Il l'a encore rappelé lors du Conseil des ministres du 23 février 2026, en soulignant la nécessité d'en finir avec les lourdeurs bureaucratiques. Une ligne déjà réaffirmée en septembre 2025, quand il appelait l'exécutif à privilégier le travail de terrain pour observer, écouter et agir tout en plaçant les préoccupations des citoyens au cœur du plan de son action. L'économiste et expert en planification stratégique Mohamed Daroui évoque la centralité de la réalité comme point de départ de toute évaluation des politiques publiques. «Lorsque nous voulons parler des engagements du président de la République, la réalité est celle qui parle», a-t-il indiqué, soulignant que le débat ne peut s'éloigner des données concrètes du terrain.

Dans ce sens, il précise que «ni les analyses subjectives ni les lectures partisans ne peuvent remplacer les indicateurs réels issus de l'économie nationale». «Ce sont les chiffres qui parlent aujourd'hui, et ce sont eux qui traduisent les résultats de cette politique qui privilégie le travail de terrain», a-t-il ajouté, estimant que les performances enregistrées dans plusieurs secteurs traduisent une dynamique globale de transformation. Il fait remarquer que les mutations internationales complexes rendent les dé-



fis actuels «multipliés et imbriqués», ce qui exige, selon lui, une lecture plus stratégique des politiques publiques. Dans cette perspective, il souligne que «les résultats enregistrés peuvent être considérés comme des succès successifs dans plusieurs domaines, notamment l'emploi et le marché du travail».

EXIGENCE DE RÉSULTATS

En somme, cette manière de gérer les affaires du pays n'est plus une question secondaire, elle fait partie intégrante de la politique du gouvernement. Ce qui permet à l'exécutif de suivre l'évolution réelle des projets et d'accélérer une transition économique vers plus de diversification et de création de valeur. Pour notre expert, la dimension sociale de l'État algérien constitue un élément central de cette dynamique. Toutefois, «ce qui distingue la pé-

riode actuelle, c'est l'émergence d'un État social plus juste», a-t-il affirmé, en insistant sur la question de la redistribution des richesses. C'est pourquoi, a-t-il poursuivi, «les politiques publiques tendent aujourd'hui vers plus de proximité avec la population et une meilleure prise en charge des différentes catégories sociales, notamment les travailleurs, les chômeurs et les retraités». Dans le même registre, il précise que les augmentations des allocations et des revenus sociaux «traduisent une volonté de distribution plus équitable de la richesse nationale», ce qui, selon lui, consacre progressivement un modèle social plus équilibré et très proche de la réalité des populations.

La visite du Premier ministre, Sifi Ghrieb, à Tissemsilt et à Batna s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Elle illustre cette volonté

d'être sur le terrain, de suivre les projets de près et de rester à l'écoute des préoccupations locales. L'intérêt réside, ainsi, dans cette capacité à repérer les blocages rapidement, à corriger le tir et à avancer sans perdre de temps, dans un contexte économique de plus en plus exigeant. Ce mouvement reflète une évolution plus large de l'État algérien puisque tous les indicateurs montrent que le pays est entré dans une phase importante des réformes engagées.

ÉVALUER LES POLITIQUES PUBLIQUES

Ces changements reposent sur des idées fortes à savoir diversifier l'économie, moderniser les infrastructures et chercher un meilleur équilibre entre développement économique et progrès social. L'objectif est de construire un État capable de faire face aux défis avec plus de stabilité et de confiance. Mais au-delà des réformes, la maîtrise et le respect des délais d'exécution demeurent un axe central de cette nouvelle dynamique.

Dans ce sens, Daroui estime que l'évaluation des politiques publiques doit impérativement s'appuyer sur le réel d'où l'importance des visites de l'exécutif à l'intérieur du pays. «Lorsque nous parlons du développement économique, du marché du travail et du système de l'emploi, il est essentiel de partir du terrain», a-t-il fait savoir, insistant sur la nécessité de s'appuyer sur les statistiques, les données et la réalité du terrain.

C'est grâce à cette approche, ajoute-t-il, que les décideurs peuvent construire des politiques publiques adaptées. «Il faut prendre les chiffres, les statistiques et la réalité comme base de départ», a-t-il précisé, considérant que seule une lecture objective permet d'anticiper les transformations à venir. Car c'est bien sur le terrain, au contact direct des citoyens, que l'on voit si les décisions prennent vraiment forme dans la réalité.

■ Assia Boucetta

INCENDIES DE RÉCOLTE DANS LE SUD

Les champs céréaliers sous étroite vigilance

LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION CIVILE a dévoilé les grandes lignes de la stratégie nationale de lutte contre les incendies, entrée en vigueur le 21 avril.

La stratégie repose sur des programmes de prévention, de sensibilisation et de communication, ainsi que sur l'organisation de sessions de formation destinées aux différents acteurs du secteur agricole. Elle prévoit également le déploiement d'un dispositif opérationnel à partir du 1^{er} mai prochain, renforcé par des moyens aériens à partir du 1^{er} juin. «La première phase de cette stratégie cible les wilayas du Sud, en raison de leurs spécificités agricoles et de leur importante production de céréales. Les services de la Protection civile accompagnent ainsi les agriculteurs et les investisseurs à travers des campagnes de sensibilisation, visant à préserver la production nationale et à réduire les risques d'incendie», a précisé à Horizons le sous-directeur de la communication et des statistiques à la Protection civile, le lieutenant-colonel Nassim Bernaoui.

Cette approche implique plusieurs secteurs, notamment les services agricoles, les chambres d'agriculture, les directions des forêts, ainsi que le secteur de la formation professionnelle. «Les investisseurs sont également associés à travers un programme de proximité intensif. Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels et le ministère de l'Agriculture ont fédéré leurs efforts en matière de formation des conducteurs de machines de récolte et de sensibilisation à l'importance de l'entretien des

équipements et du respect des mesures de prévention pour éviter d'éventuels incendies», a expliqué l'officier supérieur. Car, il faut souligner qu'une moissonneuse-batteuse mal entretenue peut être à l'origine d'un incendie de récolte. Ainsi, une surchauffe des pièces mécaniques peut être à l'origine d'un départ de feu si ces pièces sont en contact avec de la paille sèche. A cela s'ajoute l'accumulation de résidus végétaux hautement inflammables comme la poussière et la paille dans les recoins de la machine.

Autre danger : une pièce défectueuse dans le mécanisme de moissonnage peut produire des étincelles. Pour éviter ces scénarios, des orientations techniques ont été fournies aux agriculteurs concernant le déroulement des opérations de récolte et les moyens de protection des cultures, ainsi que les mesures à adopter. «Une attention particulière a été accordée aux conditions de stockage au sein des exploitations agricoles, qui ont bénéficié d'investissements importants pour accroître leurs capacités», a signalé Bernaoui.

100 CAMIONS ANTI-INCENDIE MOBILISÉS

Sur le plan opérationnel, le programme de prévention repose aussi sur la mobilisation de ressources humaines et matérielles, en coordination avec les différents secteurs et sous la supervision des autorités locales. «Des programmes spécifiques seront élaborés pour chaque exploitation et



chaque wilaya afin d'accompagner les opérations de récolte et de battage», a-t-il ajouté. Côté chiffres, le lieutenant-colonel a fait savoir que 100 camions anti-incendie ont été mobilisés pour les wilayas du Sud, appuyés par 256 agents de la Protection civile.

«Certaines wilayas ont également été renforcées par des colonnes mobiles, à l'image de Timimoun, soutenue par une unité provenant de Mascara, et d'In Salah, renforcée par

une colonne mobile de Tamanrasset, afin d'assurer une intervention rapide et efficace en cas de besoin», a relevé Nassim Bernaoui.

Ces mesures visent à garantir une préparation permanente des services de la Protection civile, en s'appuyant également sur les moyens disponibles au sein des exploitations agricoles pour une première intervention, contribuant ainsi à protéger les récoltes et à réduire les pertes. Tous ces dispositifs seront poursuivie-

ment étendus aux wilayas des Hauts-Plateaux et de l'intérieur, en parallèle avec le lancement de la saison des récoltes. «Un programme spécifique de prévention des incendies de forêt, de palmeraie et d'arbres fruitiers sera ensuite mis en œuvre, en plus de campagnes de sensibilisation liées à la saison estivale, notamment en matière de baignade en mer et dans les plans d'eau», a conclu le responsable.

■ Karima Dehiles

CAMPAGNE DE MOISSON-BATTAGE 2025-2026

AgroDrive met les moyens

La société AgroDrive, filiale du groupe public des industries agroalimentaires Agrodiv, mise en place début avril pour superviser la campagne de moisson-battage 2025-2026, déjà lancée dans les régions du Sud, voit les choses en grand et sort le grand jeu. Pour que cette campagne se passe dans les meilleures conditions, elle a déployé d'importants moyens matériels et techniques à travers plusieurs wilayas du pays afin d'en assurer le succès et d'être à la hauteur des attentes d'un secteur considéré comme le moteur de l'économie nationale. Dans un communiqué rendu public hier, le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a indiqué que «le secteur a mobilisé 332 moissonneuses-batteuses, renforcées par les capacités du secteur privé, actuellement opérationnelles dans les wilayas du Sud. En plus de 765 camions qui font la navette vers les centres de collecte». Ce dispositif a permis «d'apporter un soutien concret» aux agriculteurs, «d'améliorer leurs conditions de travail et de recueillir un satisfecit largement partagé par les professionnels du secteur».

Par ailleurs, AgroDrive a mis en place des équipes techniques mobiles chargées d'intervenir directement sur le terrain. Mission : assurer la maintenance des équipements et garantir la continuité des opérations tout au long de la campagne. Cet effort «s'inscrit pleinement dans la dynamique de modernisation» que connaît le secteur agricole, notamment avec «la création du Conseil national de la mécanisation agricole», appelé à jouer «un rôle clé dans l'entretien du matériel et la disponibilité des pièces de rechange». L'objectif est de «renforcer les capacités nationales, étendre les surfaces cultivées et améliorer les rendements à l'hectare». Dans ce contexte, il convient de rappeler que la société AgroDrive a acquis 331 moissonneuses-batteuses et 1.800 tracteurs. Cette initiative stratégique vise à consolider



le parc national de matériel agricole et à mieux répondre aux besoins de la saison, en particulier dans la filière céréalière, considérée comme prioritaire pour le pays. Parallèlement, le ministère de l'Agriculture a lancé des sessions de formation spécialisées consacrées à la conduite et la maintenance des moissonneuses-batteuses.

MAÎTRISER LES OPÉRATIONS DE RÉCOLTE

Organisées en coordination avec le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, ces sessions visent à améliorer la maîtrise des opérations de récolte et à réduire significativement les pertes. Elles ont suscité un vif intérêt de la part des agriculteurs, des conducteurs d'engins ainsi que des techniciens chargés de la maintenance au sein des coopératives de céréales et de légumes secs. Les participants ont salué l'importance de cette initiative pour le renforcement des compétences et l'amélioration globale des performances. La campagne de moisson-battage s'annonce, de l'avis des ex-

perts et des professionnels, prometteuse cette année. Les premiers retours du terrain laissent, en effet, espérer de bons rendements. Cette dynamique s'explique notamment par l'anticipation dont a fait preuve le ministère, aussi bien en matière de moyens mobilisés que dans le traitement phytosanitaire des cultures, élément déterminant pour préserver le potentiel de production. Nouveauté de cette campagne : le lancement du crédit fournisseur pour aider les céréaliculteurs à acheter des produits phytosanitaires destinés à prévenir les maladies qui causent jusqu'à 40% de pertes.

La modernisation et la mécanisation sont cruciales. Un gros travail de sensibilisation a été fait auprès des agriculteurs et des responsables, notamment en installant des aires de stockage près des zones de récolte. Enfin, rappelons que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, suit de près la réussite de cette campagne, érigée en priorité nationale.

■ Amokrane H.

RELIZANE Formation de conducteurs de moissonneuses-batteuses

La première session de formation dédiée à la qualification des conducteurs de moissonneuses-batteuses a été lancée dans la wilaya de Relizane, au Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) Abed-Belhadj, dans la commune d'Oued Rhiou, a indiqué hier la direction locale du secteur. Cette formation, d'une durée de trois jours, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de mécanisation agricole, à travers la coordination entre les secteurs de la formation professionnelle et de l'agriculture. Elle vise à renforcer les compétences des ressources humaines et à soutenir la modernisation du secteur agricole. Le programme sera poursuivi par l'organisation de sessions au profit de groupes successifs, selon les besoins exprimés par le secteur agricole au niveau local, afin de soutenir la campagne de moisson-battage de la saison en cours, d'améliorer les rendements, de réduire les pertes et de prévenir les incendies de cultures, notamment des céréales. Selon les organisateurs, cette formation a pour objectif d'assurer une qualification professionnelle dans la conduite et la maintenance des machines de récolte, en formant une main-d'œuvre capable d'exploiter efficacement ces équipements, tout en contribuant à l'amélioration de la productivité des grandes cultures et à la réduction des pertes lors des opérations de récolte. Les participants bénéficient d'un encadrement assuré par des techniciens expérimentés, couvrant les volets théorique et pratique. La direction de la formation et de l'enseignement professionnels a mobilisé les moyens pédagogiques nécessaires pour garantir le succès de cette première session. Pour sa part, la direction des services agricoles de la wilaya a souligné que cette initiative vise à renforcer la préparation des agriculteurs pour la saison de récolte, en améliorant la maîtrise des équipements, en réduisant les pannes et les pertes, et en augmentant les rendements.

■ R. N.

BEJAÏA

Le nouveau CHU sera finalement érigé à El Kseur

C'EST FINALEMENT EL KSEUR qui accueillera le nouveau centre hospitalo-universitaire.

L'annonce a été faite par le wali de Bejaïa, Kamel Eddine Kerbouche, durant la troisième journée des travaux de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya. D'une capacité prévue de 500 lits, ce nouveau CHU est conçu pour inclure des services hospitaliers complets, équipés de matériel de dernière technologie, visant à totalement transformer l'offre de soins dans la région, mais aussi à contribuer à la formation médicale et la recherche scientifique, et viendra ainsi remplacer l'ancien CHU, une structure qui n'est pas adaptée pour une telle mission.

Les différents responsables qui se sont succédé à la tête de la wilaya ont couru depuis plusieurs années pour faire inscrire le projet à la réalisation avant qu'il ne soit temporairement gelé pour des raisons de contraintes financières. Ce projet, dont le dégel a été décidé en 2024, prévoyait la mobilisation de quelque 1.000 milliards de centimes, une enveloppe comprenant l'étude, le suivi et la réalisation. Pour contourner cet obstacle, une solution de rechange avait été avancée à travers la proposition de réaménager des immeubles dans le quartier de Sidi Ali Lebhar



en structure de soins faisant office de CHU. Cette suggestion bancaire n'avait reçu en son temps ni l'assentiment des citoyens et des élus ni celle du corps médical.

C'est ainsi que lors de sa visite à Bejaïa, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, avait été, lui aussi, interpellé sur ce projet. Cette pugnacité

a fini par payer en décrochant l'assentiment du gouvernement et la recherche d'une assiette de terrain pour accueillir ce projet par les autorités qui ont jeté leur dévolu sur une parcelle localisée à Djebira, dans la commune de Boukhefifa, qui ne sera finalement pas agréée, le site étant à vocation agricole et n'a pu être

déclassé au profit du projet. L'annonce du wali de Bejaïa met fin au suspens et ouvre la perspective d'une concrétisation prochaine du projet. L'APC d'El Kseur n'a pas manqué de se réjouir sur ses réseaux sociaux de ce choix, d'autant plus qu'il intervient après la décision d'implanter un autre projet d'envergure sur son territoire, à savoir le nouveau stade de football de 30.000 places qui fait courir les fans depuis une dizaine d'années. L'APC, qui s'est félicité de ce choix, a expliqué que «dans un premier temps, l'APC d'El Kseur avait proposé une assiette foncière de 20 ha au niveau de Bethlou, à proximité du futur stade.

Cette première proposition n'a pas été retenue par la commission. Cependant, fidèles à notre engagement et convaincus de l'importance de ce projet pour notre commune et pour toute la wilaya, nous avons poursuivi les efforts sans relâche en proposant un nouveau terrain situé en face du lotissement n°2, à proximité du lieu-dit Lessouar.

Après étude approfondie, la commission de choix a retenu le terrain proposé par la commune d'El Kseur pour son emplacement stratégique, au centre de la wilaya, à proximité de l'autoroute, de la RN 26, de la gare ferroviaire, de la future gare routière, ainsi que du centre universitaire». Est-ce pour autant le dénouement pour ce projet qui ressemble de plus en plus à l'arlésienne ?

■ O. M.

CHU D'ORAN

22 patients bénéficient d'implants cochléaires



Le centre hospitalo-universitaire d'Oran a repris, en ce début de semaine, son programme de chirurgie d'implants cochléaires, en opérant 22 patients venus de différentes wilayas du pays. Une reprise qui vient traduire les directives du ministère de la Santé visant à améliorer la prise en charge des patients et à développer la microchirurgie, selon le CHUO. Ainsi, et sous la supervision de la Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya d'Oran, ce programme médical a été mis en œuvre en présence du DSP, Kaci Abdallah, du directeur général du CHU d'Oran, Achouri Madjid, du P Kerti Nazim, directeur des activités médico-paramédicales de l'hôpital, ainsi que des chefs des services des urgences et de chirurgie pédiatrique du CHU d'Oran. Ainsi, et pour répondre au défi que pose ce type de problème de santé publique, ce programme a mobilisé une équipe restreinte de spécialistes nationaux hautement qualifiés pour ce genre d'intervention, à la faveur d'une coordination de haut niveau. L'initiative a ainsi regroupé, selon le service de communication de l'hôpital, un panel de chirurgiens spécialistes sous la supervision du P Serradji Zoubida, qui a, en deux jours, opéré avec succès, 22 patients de plusieurs wilayas du pays. Ces interventions, précise la même source, «ont été menées en étroite collaboration avec le

P^r Boudjenah Farid, chef du service ORL de l'hôpital de Béni Messous, avec la précieuse contribution du P^r Tahraoui, chef du service ORL du CHU de Sidi Bel-Abbès». Ceci témoigne de «l'esprit de coopération entre les établissements hospitaliers pour le partage d'expériences», a-t-on encore souligné. Pour le CHU d'Oran, cette initiative «ne se limite pas uniquement à l'aspect purement technique, mais englobe également une vraie dimension humaine et citoyenne». A noter, enfin, que ce programme médical a concerné des patients de tout le pays, notamment d'Aïn Salah, Khenchela, Bir El Ater, Bordj Bou Arréridj et Oum El Bouaghi. Pour l'administration hospitalière, «la démarche vise à rapprocher les services de santé spécialisés des citoyens, où qu'ils soient, et à réduire la fréquence des déplacements vers les grands centres hospitaliers». Aussi, est-il noté, cette présence officielle de responsables du secteur de la santé confirme «la grande importance qu'accordent les pouvoirs publics à ces activités scientifiques et médicales qui contribuent à moderniser les services de santé et à redonner espoir à de nombreuses familles», d'autant plus, est-il soutenu, que «le problème de la surdité est une priorité des stratégies nationales de santé publique».

■ Houari Barti

ANTENNE NESDA DE TIPASA

11.447 projets financés depuis 1997

L'antenne de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat Nesda de Tipasa vient de rendre public le bilan de son activité depuis 1997 jusqu'au terme du premier trimestre de l'exercice en cours, et ce, à l'occasion de la tenue du premier salon de l'emploi de la wilaya. En effet, depuis l'entame de cette année à fin mars, 33 jeunes porteurs de projet ont déposé leurs dossiers afin de bénéficier d'un financement dans le cadre de ce dispositif. De ce total, 11 ont été financés. Ce qui a permis de créer 33 postes d'emploi. En détail, trois projets dans le secteur des services et trois autres dans le créneau de la profession libérale ont été financés, alors que l'on recense un seul projet retenu dans le bâtiment et les travaux publics, contre trois dans le secteur industriel et un dans la maintenance.

Au cours de l'année 2025, Nesda a financé 44 projets qui ont généré 132 postes d'emploi sur un total de 76 dossiers déposés. L'industrie est de loin le secteur le plus attractif pour les porteurs de projet avec 36 dossiers déposés. Parmi ces derniers, 20 ont été validés et par implication financés. Pour ce qui est des professions libérales, Nesda a financé 12 projets. Leur entrée en phase d'exploitation a permis la création de 36 emplois contre 60 pour l'industrie, alors que dans le secteur des services, 7 dossiers sur 13 déposés ont bénéficié d'un financement, ce qui a généré 21 postes d'em-



ploi. En revanche, les trois projets validés dans le créneau du bâtiment et travaux publics et deux autres dans l'artisanat ont généré en tout 15 emplois directs. 2024, qui représente une année charnière pour ce dispositif, tant en termes de redéploiement ou d'accompagnement et d'encadrement des porteurs de projets, et ce, en amont et en aval de la phase exploitation, et de l'approche typiquement basée sur la

fiabilité socio-économique des projets à financer, l'antenne de Nesda à Tipasa a financé 20 projets qui ont généré 60 emplois directs.

A l'instar de 2025, le bilan de l'exercice d'avant a été marqué par la validation de 7 projets dans le secteur industriel. Soit le plus grand nombre comparativement aux autres secteurs d'activités. Seul le secteur du bâtiment et des travaux publics comptabilise le

même nombre de micro-entreprises créées, à savoir sept. Les services viennent en deuxième place avec 4 dossiers financés alors que les créneaux de la maintenance et les professions libérales ont vu la création d'une micro-entreprise chacun. Selon le bilan de Nesda couvrant la période incluse entre 1997 à 2022, à l'époque où ce dispositif s'appelait Ansej et puis Anade, 35.282 dossiers de création de micro-entreprise ont été déposés au niveau de l'antenne de Tipasa. Sur ce nombre global, 11.399 dossiers ont été validés et financés. Le BTP se classe en première place en termes d'attractivité avec la création de 2206 micro-entreprises, suivi par les services avec 2.163 projets financés.

Le secteur de l'agriculture, vocation socio-économique première de la wilaya, s'est renforcé durant la période en question de 1.541 micro-entreprises financées dans le cadre de ce dispositif. Viennent ensuite l'industrie, le transport de voyageurs, de marchandises et frigorifique, la maintenance, l'artisanat, les professions libérales, la pêche et, enfin, l'hydraulique. En somme, 11.447 projets ont été financés depuis 1997 jusqu'au 30 mars de cette année par le dispositif en question dans la wilaya de Tipasa. La création de ces micro-entreprises a permis, selon le bilan de Nesda, de générer 34.422 emplois.

■ Amirouche Lebbal

DÉVELOPPEMENT LOCAL À TIZI OUZOU

Près de 2.000 opérations engagées

LE PLAN de charges de la DAL est conséquent avec l'objectif de réalisation de divers programmes.

La Direction de l'administration locale de la wilaya (DAL) encadre et gère à travers ses quatre services les opérations et les actions qui lui sont confiées, à savoir l'élaboration et l'exécution du budget de wilaya et le budget de fonctionnement de l'État et gestion du patrimoine de la wilaya, l'encadrement et le suivi d'exécution des actions à l'indicatif des communes de la wilaya, la gestion du personnel de la wilaya et l'encadrement de la gestion du personnel des communes, la gestion des opérations PSD à l'indicatif de la wilaya et l'encadrement du programme ADSEC et suivi de son exécution au niveau des communes.

A son indicatif, un plan des charges important constitué de divers programmes avec diverses sources de financement, a-t-on appris auprès de la DAL. Il s'agit, entre autres, du programme sectoriel décentralisé (PSD) qui comprend 13 opérations pour une enveloppe financière globale de 3.349.960.000 DA avec un taux de 92% de paiement. Comme il a été notifié au PSD, 269.900.628,74 DA de crédits de paiement avec un taux de 70,67% de consommation.

Quant au Programme d'appui au développement socio-économique des communes (ADSEC), il a été notifié à la wilaya de Tizi Ouzou un montant de 3.200.000.000 DA qui a été totalement engagé (100% de l'enveloppe) pour 835 opérations à travers les 67 communes avec une consommation moyenne de 70% avec des communes l'ayant fait à 100%. S'agissant du



programme de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL), ex-FCCL, l'autorisation de programme globale s'élève à 2 229.528.708,94 DA au profit des communes avec une consommation de 67,21% et au profit de divers secteurs de la wilaya pour une autorisation de programme globale s'élevant à 8.348.955.326,42 DA avec une consommation de 41,30%.

Enfin, pour le Programme budget de wilaya, l'autorisation de programme globale s'élève à

2.853.276.076,83 DA dont les paiements au niveau des communes est de 67,70%. Dans le cadre des réalisations au titre de l'année 2025, il a été procédé à la clôture 10 opérations dont le montant total est de 736.808.922,43 DA dans le cadre du PSD. Aussi, il a été achevé sur le programme ADSEC (Appui au développement économique et social), 134 opérations et clôturé 467 opérations au niveau des communes. S'agissant de la CSGCL, il a été achevé et clôturé 229 opérations au niveau des communes et 3

autres au niveau de divers secteurs de la wilaya pour un montant de 1.646.505.683,67 DA. Ce qui a permis de réaliser l'acquisition de 980 bacs à ordures au profit des communes, de 15 camions bennes-tasseuses et 8 camions citernes au profit des communes.

Il a été aussi réalisé au titre de ce fonds divers travaux d'aménagement urbain, de 30 aires de jeux, d'un linéaire de 11.890 ml d'assainissement, le raccordement et l'alimentation en gaz et électricité de plusieurs foyers à travers les communes et la réalisation d'un linéaire de 33.210 ml de revêtement en BB à travers les communes ainsi que divers travaux de proximité.

Concernant les subventions de fonctionnement allouées pour la CSGCL, il a été consacré un montant de 1.224.968.000 DA pour l'alimentation scolaire concernant 111.416 élèves au niveau des écoles primaires des 67 communes, 528.979.600 DA pour l'entretien et le gardiennage des écoles primaires (628 cantines et 6.219 classes), 364.453.000 DA pour la prise en charge de 39.097 bénéficiaires dans le cadre de la solidarité Ramadhan, 2.843.815.000 DA pour la prise en charge des DAIP (dispositif d'aide à l'insertion professionnelle) et DAIS (dispositif d'aide à l'insertion sociale).

Par ailleurs, 250.000.000 DA ont été consacrés à l'entretien et à la location des bus pour le ramassage scolaire. Sur un autre chapitre, notamment l'amélioration du cadre de vie des citoyens, il a été procédé à l'achèvement et la clôture de 786 opérations de réalisation d'intérêt général dans le cadre du budget de wilaya à travers de nombreuses localités. Des opérations qui ont porté sur la réalisation de 71 aires de jeux, de 8.550 m de revêtement en béton bitumeux, de 4.660 m d'assainissement et divers travaux de proximité.

■ Rachid Hammouène

UNIVERSITÉ MOULOUD MAMMERI

3.333 inscrits en habilitation universitaire

L'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou (UMMTO), qui compte 46.500 étudiants au total pour l'année 2025-2026, avec 44.125 inscrits en formation initiale (graduation), 2.375 en post-graduation, 9.613 nouveaux bacheliers et 363 étudiants étrangers, poursuit sa dynamique. Celle-ci reflète une attractivité soutenue pour l'établissement, en raison d'une offre pédagogique riche et diversifiée, structurée autour de 9 facultés, 40 départements et 12 domaines. Elle comprend 70 licences LMD, 120 masters, ainsi que des spécialités en ingénierie, architecture et sciences médicales, pour un total de 225 spécialités et 51.000 places pédagogiques disponibles, souligne un rapport de la direction de cet établissement relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. S'agissant de l'encadrement de ce foisonnement d'étudiants et d'offres de formation, il est assuré par 2.248 enseignants, dont 877 de rang magistral, soit 39%, secondés par 1.669 agents administratifs et techniques. « Cette équipe qualifiée garantit un accompagnement adapté aux besoins des étudiants », lit-on dans le même rapport. C'est ainsi que l'on apprend qu'au cours de l'année 2024-2025, 11.182 étudiants ont obtenu leur diplôme, dont 10.808 en graduation et 374 en post-graduation dont 480 en sciences médicales, 5.785 en licence et 4.543 en master. Il est à rappeler que les diplômés en sciences médicales et en master sont effectivement des étudiants sortants, contrairement à la majorité des diplômés de licence qui s'inscrivent systématiquement en master. L'UMMTO fait aussi de la recherche qui

reste son épine dorsale avec 33 laboratoires de recherche au sein desquels activent 186 équipes et plus de 2.000 enseignants affiliés aux laboratoires.

2.335 EN THÈSE DE DOCTORAT

En termes de formation post-graduée, l'UMMTO a enregistré pour l'année universitaire en cours (2025/2026), 2.335 inscrits en thèse de doctorat et 51 soutenances de doctorat 3e cycle, 27 soutenances de doctorat classique. Quant aux sciences médicales, le nombre de soutenances de DESM (doctorat en sciences médicales) est de 5. Outre la formation post-graduation, elle a été retenue dans le cadre de l'habilitation universitaire (diplôme le plus élevé au sein de l'université), 3.333 candidats ont été retenus pour le passage au grade de maître de conférence classe A, lors de la session de la 8e session de décembre 2025. Quant au passage au grade de professeur, 17 candidats ont été retenus à la 53e session de décembre 2025. Aussi, à l'effet d'offrir des opportunités aux étudiants et aux enseignants de parfaire leurs connaissances, notamment dans le cadre de la formation continue, l'UMMTO a eu à organiser 48 manifestations et événements scientifiques dont 5 colloques internationaux : pilotés par des laboratoires et/ou des facultés, 35 colloques nationaux : organisés par les laboratoires et/ou facultés et 8 autres événements organisés sous forme de journées d'étude. Enfin, l'UMMTO, qui poursuit son ouverture sur le monde extérieur, qu'il soit social ou économique, a signé 113 conventions-cadres dont 17 avec les directions de wilaya, une



avec l'APC de Tizi Ouzou, 34 avec des entreprises économiques publiques et privées, 41 avec des centres et agences, 20 avec des instituts, grandes écoles, centres universitaires et universités. Enfin, l'UMMTO a signé 30 conventions internationales (dont 3 de jumelage) avec des écoles supérieures et universités étrangères implantées en Turquie, France, Italie, Tunisie, Canada, USA, Espagne, Russie, Pologne, Liban, Centre d'études maghrébines en Algérie (Centre de recherche algéro-américain spécialisé en sciences humaines et sociales).

■ Rachid H.

RACCORDEMENT AUX RÉSEAUX DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ

Près de 4.000 foyers bénéficiaires à Khenchela

Un total de 3.963 foyers de la wilaya de Khenchela sera raccordé prochainement aux réseaux d'alimentation en gaz naturel et en électricité, a-t-on appris, lundi dernier, auprès de la Direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Il s'agit de l'achèvement des travaux de raccordement de 1.410 nouveaux logements aux réseaux d'électricité et de gaz dans les communes de Kaïs, d'El Hamma, d'Aïn Touila, de Bouhmama, de Khenchela, d'Ouled Rechache et de Babar, a précisé Mohamed Tahar Boukehil, chargé de l'information au sein de ladite direction.

Cette opération est prévue dans « les prochains jours », en prévision de la distribution de ces logements à leurs bénéficiaires durant cet été. Le même responsable a ajouté qu'il est prévu l'achèvement des travaux de raccordement de 2.553 logements, répartis à travers 21 communes, au réseau de distribution de gaz, sur un linéaire dépassant les 400 km, et ce, « avant la fin de l'année en cours ». Boukehil a souligné que les travaux de la majorité de ces projets ont été lancés « récemment », tandis que d'autres sont en phase de procédures administratives précédant leur démarrage, précisant que l'ensemble des projets sera réceptionné « avant la fin de l'année ». Par ailleurs, et dans le cadre du renforcement de la stabilité de l'alimentation électrique durant la prochaine sai-



son estivale, la même source a indiqué que 10 nouveaux transformateurs électriques sont en cours de réalisation, parallèlement à la réhabilitation des équipements de 20 anciens transformateurs et à la pose de 10 km de réseaux souterrains, pour une enveloppe financière globale estimée à 100 millions de DA.

JIJEL

Entretien et réhabilitation du réseau routier

Plusieurs projets portant sur des travaux d'entretien et de réhabilitation du réseau routier de la wilaya de Jijel viennent d'être lancés, ont indiqué, hier, les services de la wilaya. La même source a précisé que dans le cadre de la poursuite des efforts déployés pour améliorer le réseau routier, des travaux de maintenance et de remise à niveau de plusieurs routes nationales et de chemins de wilaya ont été lancés sur le terrain. Il s'agit, selon les services de la wilaya, de la réhabilitation de la RN 135- B dans son segment reliant la zone de Zouitna, dans la commune d'Ouled Askeur, à la commune de Bouraoui Belhadeff, sur 7 km, et du traitement des effets des glissements de terrain ayant affecté cette même route dans sa section reliant les communes de Taher et de Chahna. Il est également procédé, au titre de la même opération, à la mise en œuvre de béton bitumineux (enrobé) sur des segments du CW 40, entre Settara et Sidi-Maârouf, et du CW 135 entre les communes d'Emir-Abdelkader et de Taher, selon la même source. Des travaux de mise en œuvre de béton bitumineux et de renforcement de la RN 43, dans la zone Est de la wilaya entre Taher et El Milia, sur une distance de 21 km, sont également en cours, l'objectif de tous ces travaux est d'améliorer la fluidité de la circulation automobile, ont conclu les services de la wilaya.



MALI

L'échec d'une méthode et d'une approche

AU MALI, la situation est toujours confuse, trois jours après les attaques terroristes menées à travers plusieurs villes du pays. Hier, le calme semblait être revenu, même si des tirs avaient été entendus dans la nuit de lundi à mardi.

S'adressant à la presse, le Premier ministre Abdoulaye Maïga a tenté, lundi dernier, de rassurer la population en déclarant que les attaques n'ont en rien entamé la détermination des autorités à faire face à la situation. Hier, le chef de la junte, le président Assimi Goïta, qui s'était muré dans le silence depuis le début des attaques, a reçu l'ambassadeur de Russie, selon la Présidence qui a publié des photos de l'entretien. Blessé dans l'attaque menée dans la ville malienne de Kati, fief de la junte, qui a coûté la vie à au moins 23 personnes, civils et militaires, l'état de santé du numéro trois du régime, le général Modibo Koné, patron de l'Agence malienne de sécurité d'État, se serait dégradé.

Au nord du pays, la ville de Kidal est désormais aux mains des groupes terroristes et du Front de libération de l'Azawad. Cette situation inédite et critique depuis l'arrivée de la junte au pouvoir après un coup d'État en 2020, suscite les préoccupations de



nombre de pays. «Ce sont des développements dangereux», a affirmé le chef de la diplomatie algérienne, Ahmed Attaf dans une première réaction officielle, réitérant par la même occasion la position claire et constante de l'Algérie à l'égard de son voisin. Elle apporte aussi son soutien à l'unité du Mali, territoire, peuple et institutions rejetant également toutes les formes et manifestations du terrorisme. Hier, la Russie a affirmé que la situation restait «difficile» alors que la junte est de plus en plus affaiblie.

Le Kremlin a dit également souhaiter le retour «au plus vite» de la stabilité dans le pays, en proie depuis 2012 aux conflits et aux violences terroristes. «Nous jugeons important que le pays retrouve au plus vite une trajectoire pacifique et stable», a déclaré le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, lors de son briefing quotidien.

Signe de la fébrilité qui prévaut dans le pays, l'armée malienne a abandonné certaines de ses positions dans la région de Gao (nord), ont in-

diqué hier des sources locales. Pour rappel, Gao est la deuxième région militaire du Mali après la ville-garnison de Kati, fief de la junte situé près de Bamako et qui a été le théâtre de violents combats entre l'armée et les groupes armés.

Le centre du Mali, où se trouve la ville de Mopti, a aussi été attaqué et la situation sécuritaire y restait confuse hier. L'ampleur de ces attaques, auxquelles l'armée malienne donne la nette impression d'être dans l'incapacité d'y répondre, jette, de l'avis

de nombreux observateurs, le doute sur les capacités de la junte à faire face aux menaces des groupes armés, et mettent à mal sa rhétorique, qui affirmait jusqu'ici que sa stratégie de rupture, ses nouveaux partenariats étrangers et son effort militaire accru avaient permis d'inverser la tendance face aux combattants radicaux. Une réalité qui n'avait pas échappé aux parties, maliennes ou du voisinage, qui ont toujours appelé au dialogue pour mettre un terme à la crise que traverse ce pays depuis plus d'une décennie et pour laquelle, les accords de paix et de réconciliation issus du processus d'Alger devaient constituer un début de règlement durable et définitif.

Selon des analystes et des médias africains, ces attaques confortent l'affligeante faillite de la politique suivie par la junte au pouvoir. «Les autorités maliennes doivent accepter de voir la réalité en face, s'exclame le site guinéen Ledjely. Car, au regard de leur affligeante faillite incarnée par la tragédie que le pays a vécue samedi, elles doivent nous épargner les excuses et boucs émissaires habituels. A minima, elles doivent juste admettre leur échec. Un échec qui ne résulte pas nécessairement d'une supériorité militaire de l'ennemi, relève encore Ledjely. Mais qui est aussi et surtout celui de la méthode et de l'approche de la junte malienne. Une junte qui travaille davantage à la confiscation du pouvoir qu'à l'authentique lutte contre l'insécurité.»

■ Farah Chibane

CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

Washington examine les propositions iraniennes

Les États-Unis affirment examiner les dernières propositions iraniennes pour débloquent le détroit d'Ormuz. Une nouvelle proposition iranienne est «en cours d'examen», a indiqué, lundi dernier, la porte-parole de la Maison-Blanche, Karoline Leavitt, après des informations de presse selon lesquelles Téhéran a fait une nouvelle offre via les médiateurs pakistanais. Les tentatives de relance des discussions sur un arrêt durable des hostilités et la réouverture du détroit d'Ormuz ont jusqu'à présent échoué face à la fermeté affichée par les deux camps. Un cessez-le-feu est pourtant en vigueur depuis bientôt trois semaines. Avant l'escalade militaire dans la région du Moyen-Orient, quelque 20% du pétrole et du gaz naturel liquéfié mondiaux passait par le détroit, désor-

mais soumis à un double blocus iranien et américain. Cette situation fait flamber les cours. Selon le site américain Axios, Téhéran a formulé une nouvelle offre qui vise à rouvrir le détroit tout en renvoyant à une date ultérieure les négociations sur le dossier nucléaire.

Le président Donald Trump a conduit, lundi dernier, une réunion avec ses principaux conseillers en matière de sécurité. L'offre «est meilleure que ce que nous pensions qu'ils nous proposeraient», a assuré secrétaire d'État Marco Rubio. Mais «nous devons faire en sorte que tout accord conclu les empêche définitivement d'avoir à tout moment l'arme nucléaire à leur portée», a ajouté le chef de la diplomatie américaine. Après l'annulation par les États-Unis d'un deuxième round de négociations qui devait

avoir lieu samedi dernier au Pakistan, le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a rencontré, lundi dernier, à Saint-Pétersbourg, le président russe, Vladimir Poutine. Lors de cette visite, le ministre iranien a imputé l'échec des pourparlers aux «exigences excessives» des États-Unis.

Il a aussi démenti tout affaiblissement de l'Iran malgré les milliers de frappes américano-sionistes qui ont visé le pays durant les premières semaines de l'agression et le blocus maritime imposé par Washington à ses ports.

«Il est devenu évident que la République islamique est un système stable, robuste et puissant», a-t-il dit à Poutine, selon la télévision d'État russe. Moscou fera «tout» pour que «la paix puisse être obtenue le plus rapidement pos-

sible», a, de son côté, assuré le chef du Kremlin, assurant vouloir «continuer sa relation stratégique» avec l'Iran.

Pour accepter une normalisation dans la région du Golfe, Téhéran exige en des «garanties crédibles» pour sa sécurité, a déclaré l'ambassadeur iranien à l'ONU, Amir Saeid Iravani, lors d'une réunion du Conseil de sécurité au cours de laquelle des dizaines de pays ont condamné le blocage du détroit d'Ormuz. Le Parlement iranien prépare une loi prévoyant de placer celui-ci sous l'autorité des forces armées. Selon ce texte, les navires sionistes auraient l'interdiction d'y passer et des droits de passage devraient être acquittés en rials iraniens, ce que refusent les États-Unis.

■ Synthèse Samira C.

GHAZA

MSF dénonce l'utilisation de l'eau comme «arme punitive»

Les autorités sionistes utilisent l'accès à l'eau comme une «arme» contre la population de Gaza, en la privant de cette ressource essentielle dans le cadre d'une «campagne punitive collective», a dénoncé, hier, un rapport de Médecins Sans Frontières (MSF). Entre destruction d'infrastructures et obstacles à l'approvisionnement, «la privation délibérée d'eau infligée aux Palestiniens fait partie intégrante du génocide perpétré (par l'entité sioniste)», dénonce MSF dans un communiqué publié avec son rapport intitulé «L'eau comme arme : la destruction et la privation d'eau et d'assainissement (par l'entité sioniste) à Gaza».

Le rapport, qui s'appuie sur des données de l'organisation et des témoignages recueillis par son personnel entre 2024 et 2025, soutient que «l'instrumentalisation répétée de l'eau» par les autorités sionistes relève «d'un schéma récurrent, systématique et cumulatif». «Elle vient s'ajouter aux meurtres directs de civils, à la destruction des structures de santé et à la démolition des habitations, provoquant des déplacements massifs de population. Ensemble, ces éléments témoignent d'une volonté d'imposer des conditions de vie destructrices et inhumaines aux Palestiniens de Gaza», alerte l'ONG. Les autorités sionistes «savent que sans eau, la vie s'arrête. Pourtant, elles ont systématiquement et délibérément détruit les infrastructures hydrauliques à Gaza, tout en bloquant de manière constante l'entrée des équipements liés à l'eau», affirme Claire San Filippo, res-



ponsable des urgences chez MSF, citée dans le communiqué. Malgré un cessez-le-feu entré en vigueur en octobre 2025, deux ans après le début de l'agression sioniste contre le territoire palestinien, la bande de Gaza reste en proie aux violences. Selon des données de l'ONU, de l'Union européenne et de la Banque mondiale, l'entité sioniste y a détruit ou endommagé

près de 90% des infrastructures d'eau et d'assainissement, notamment les usines de dessalement, les forages, les canalisations et les réseaux d'égouts. Les équipes de MSF ont documenté des tirs de l'armée sioniste sur des camions-citernes «clairement identifiés», ainsi que la destruction de forages qui «constituaient une source vitale pour des dizaines de milliers de personnes». «Des Palestiniens ont été blessés et tués alors qu'ils tentaient simplement d'accéder à l'eau», indique Mme San Filippo. La pénurie «est telle qu'il est tout simplement impossible de fournir des quantités suffisantes à la population», selon MSF, principal producteur et distributeur d'eau potable dans l'enclave après les autorités locales. En mars 2026, MSF fournissait à Gaza plus de 5,3 millions de litres d'eau par jour, l'équivalent des besoins minimums de plus de 407.000 personnes, soit environ un habitant sur cinq.

«Mais les ordres de déplacement (imposés par l'armée sioniste) ont empêché les équipes de MSF d'accéder à des zones où elles fournissaient de l'eau à des centaines de milliers de personnes», proteste l'ONG, condamnant aussi les entraves à l'entrée de matériel essentiel lié à l'eau et à l'assainissement à Gaza depuis octobre 2023. MSF demande aux autorités sionistes de rétablir immédiatement l'accès à l'eau «à des niveaux suffisants» pour les habitants de Gaza, et appelle leurs alliés à «faire pression afin que les entraves à l'aide humanitaire soient levées».

MÉTIERS DE LA MER

Le ramendeur, essentiel pour la corporation

LE RAMENDEUR de filets est un métier en perte de son utilité pour les professionnels de la pêche. Nombreux sont ceux qui ignorent la portée économique mais aussi sociale de cette profession.

Au niveau de divers ports de pêche à travers les 14 wilayas côtières, des ouvriers se consacrent à une tâche qui a toujours servi la pêche par bateau, quel que soit le tonnage. Les ramendeurs sont des artisans qui s'occupent de raccommoder ou de réparer les filets de pêche à chaque sortie des sardiniers, des chalutiers ou autres embarcations.

Lors d'une visite au port de Dellys, dans la wilaya de Boumerdès, des équipes entourées de filets s'adonnent à un travail qui apporte beaucoup de soutien à l'activité de la pêche.

Dans un coin du petit port, sous un parasol, Ammi Mohamed, la soixantaine bien entamée, marin pêcheur depuis sa prime jeunesse, s'affaire à raccommoder un filet. «J'ai commencé à pêcher avec mon père à l'âge de 15 ans. Nous avions de petites barques et mes frères et moi aidions mon père pour fructifier nos revenus. Comme nous n'avions pas les moyens de payer des ramendeurs pour réparer nos filets, mon père s'y mettait, et peu à peu j'ai appris le métier. Depuis le temps, j'ai réparé des milliers de mètres carrés de filets», confie Mohamed, la tête dans ce filet que lui a remis un pêcheur en vu de le réparer avant une sortie en mer.

Les ramendeurs sont des artisans dont le rôle est essentiel à la pêche et surtout à la rentabilité. Dans un cadre idéal, entre le bleu



du ciel et de la mer, notre interlocuteur ne se voit pas vivre ailleurs ou faire autre chose que ce métier. D'autres collègues, constitués en équipes, occupent un espace qui leur est dédié et s'adonnent, du matin au soir, à la réparation, à l'entretien et au réglage des filets endommagés. Ils sont là, corps et âme avec des

mains habiles, et de fil en aiguille, ils assurent aux chalutiers et aux sardiniers la fonctionnalité de ces pièces maîtresses de leur armement et équipement. «Ce métier profite à tout cet environnement marin. D'abord, on récupère les filets déchirés et on leur donne une autre vie. Il s'agit également de créer de

l'emploi pour les jeunes, notamment après l'ouverture d'une session de formation à Zemmouri. Enfin, c'est bénéfique pour l'environnement en évitant de jeter des tonnes de filets dans la mer qui piègent la vie marine», soutient-il.

Intéressé par cette profession qui reste en quelque sorte méconnue, un jeune, assis à côté d'un autre réparateur de filets, dit suivre une formation au centre de formation de Zemmouri pour apprendre à devenir ramendeur. «Pour ces anciens, c'est une corvée que d'exercer cette tâche parce que pour la plupart, ce sont des marins pêcheurs et ils ont mieux à faire, comme d'aller en mer. Toutefois, c'est un savoir-faire qui s'acquiert sur le terrain souvent de père en fils. Il existe deux sortes de ramendeurs. Ceux spécialisés dans la réparation des filets de pêche à la sardine, lesquels sont des entreprises contractées par les armateurs à chaque fois où le filet nécessite un raccommodage. Ceux-là sont payés selon le volume du travail. En revanche, la majorité des ramendeurs de filets pour chalutage sont des marins appartenant à une embarcation donnée. Leur travail consiste à raccommoder les filets abîmés, et à mettre en condition le matériel pour être utilisé en haute mer. Ce travail consiste aussi à remailler les filets par parties détériorées ou tout simplement gagnés par la vétusté», explique le jeune stagiaire.

Ce métier exige de la patience mais surtout du doigté. «La rémunération est la même que celle des marins embarqués sur les bateaux de pêche. Cela veut dire que les ramendeurs des filets de chalutiers sont payés comme les marins, quel que soit le nombre de filets remaillés ou raccommodés. Ce qui est remarquable dans ce métier, c'est son aspect lié à la mer», fait remarquer Mohamed.

■ Karima Dehiles

SON PRIX NE CESSE DE FLUCTUER

La sardine, ce poisson du pauvre devenu un luxe

Après les fruits, les légumes, la viande, le poulet et les œufs, la flambée des prix touche ces derniers jours la sardine, devenus excessifs. Le prix du plus populaire des poissons bleus oscillait en début de semaine entre 1.500 et 1.800 DA le kilogramme, avant de baisser hier autour de 1.000 DA. «Incroyable mais vrai», rétorquent certains consommateurs. Selon eux, qui auraient pensé que la sardine pouvait devenir aussi chère. Censé être le «poisson du pauvre», la sardine laisse les petites et moyennes bourses sans voix. C'est devenu un produit de luxe. La question qui se pose : pourquoi la sardine est-elle inaccessible ? Pour les différents poissonniers à la Madrague, c'est dû au mauvais temps, il y a du vent et la mer est agitée en raison des mauvaises conditions climatiques survenues en cette fin du mois d'avril. Ils précisent que ce sont là, les raisons qui ont rendu les manœuvres de pêche en haute mer difficiles et peu de pêcheurs osent s'y aventurer.

Cependant, ces derniers rassurent que la hausse des prix de la sardine ne va pas durer, et sera bientôt revue à la baisse une fois que le climat sera stable. Selon Salah Kebbach, président de la Chambre de la pêche de la wilaya de Tipasa, la hausse des prix de la sardine ne devrait pas inquiéter les consommateurs. «C'est le cas au niveau de tous les marchés de poisson existants sur le littoral algérien», dit-il. «Le prix varie selon la taille, parfois il y a la petite sardine, la moyenne et la grande,



selon la qualité», ajoute-t-il. Ce professionnel de la pêche évoque aussi la baisse temporaire de la disponibilité entre le mois de mars et le mois d'avril. «La sardine est hors saison, et revient timidement en cette période, c'est ce qui rend sa capture difficile», fait-il savoir. Selon le même responsable, s'y ajoute aussi les mauvaises conditions météorologiques, sans oublier certains problèmes liés à la chaîne de distribution entre le port et le marché.

Par ailleurs, il faut rappeler que la commercialisation de la sardine d'une taille inférieure à 11 cm est strictement interdite, conformément au décret exécutif du 20 mars 2000. Pourtant, Mustapha Zebdi, responsable de l'Organisation nationale de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (Apoce),

estime que beaucoup de marchands de sardine proposent des pièces de moins de quatre centimètres.

«Certains pêcheurs continuent de capturer cette espèce de petit calibre et la propose à un prix exorbitant», précise-t-il. Selon lui, il faut respecter l'ordre des choses, et mettre fin à la pêche anarchique à l'origine de la hausse des prix. Pour Zebdi, «c'est un véritable crime». Raison pour laquelle, il appelle à intensifier les campagnes de sensibilisation au niveau des marchés, éveiller les consciences et rendre ce produit accessible aux consommateurs algériens. En attendant, la commercialisation de la sardine, qui n'a même pas atteint sa taille de maturité, se fait plus fréquente sur les étals des poissonneries dans les différentes villes du pays.

■ Rym Harhoura

SAVOIR-FAIRE ANCESTRAL

Constantine célèbre le festival annuel de la distillation

Sous le ciel Sprintanier de la cité des Ponts, un effluve familial vient une nouvelle fois marquer le cycle des saisons. Constantine a célébré, lundi dernier, son traditionnel Festival du patrimoine et de la création. Sous le thème «Elle

s'embaume de fleurs et se pare de créativité», cet événement a mis en lumière la distillation de la fleur d'orange et de la rose. Une manifestation qui, au-delà de la simple festivité, agit comme un conservatoire vivant de l'identité locale. Un art qui définit depuis des siècles la grammaire sociale et sensorielle de la ville. Le cœur de cette célébration a battu à Hamma Bouziane. Ce territoire, dont les jardins fournissaient jadis les tables beylicales, a servi de théâtre à une démonstration de savoir-faire où le geste technique rejoint la poésie. Les artisans y ont exposé les secrets du qat-tar, cet alambic en cuivre qui transforme la fleur en essence précieuse. En reconstituant la siniya, ce rite immuable de la collation constantinoise, les organisateurs ont rappelé que la distillation n'est pas un acte isolé, mais le pivot d'un art de vivre global. L'hommage rendu à des figures telles que la spécialiste, Halima Ali Khodja, ou Moufida Loucif souligne l'importance de ces gardiennes de la mémoire dans la transmission d'un patrimoine immatériel souvent fragile. Mais l'enjeu de cette édition 2026 dépasse la simple nostal-



gie. En plantant cinquante arbustes de bigaradier, la ville affirme une volonté de réappropriation de son patrimoine végétal. Cette ambition se déclinera bientôt de manière infrastructurelle, où les autorités locales projettent de faire de

l'année en cours un tremplin pour l'économie artisanale. L'annonce de la création d'un village des métiers à Ali Mendjeli et la livraison de la Maison de l'artisanat à Bab El-Kantara — forte de ses 122 ateliers — témoignent d'une volonté de professionnaliser ce secteur. Il s'agit de transformer un rituel domestique saisonnier en un écosystème économique pérenne, capable de générer de l'emploi et de la valeur ajoutée. Cette métamorphose était palpable au Palais de la culture Mohamed Laïd Al-Khalifa, où l'exposition a révélé la diversité des produits dérivés, de la cosmétique fine à la pâtisserie traditionnelle. Le festival s'est achevé sur une note spectaculaire avec une parade culturelle reliant le stade Ben Abdelmalek Ramdane au Palais de la culture. Entre démonstrations équestres et troupes folkloriques, ce défilé a retracé la fresque historique d'une ville carrefour de civilisations. À Constantine, la distillation de la fleur d'orange demeure cette alchimie singulière où le parfum du passé vient, avec élégance, fertiliser les projets de demain.

■ S. Y.

PRISE EN CHARGE DE L'HÉMOPHILIE EN ALGÉRIE

Des progrès significatifs

PATHOLOGIE RARE ET INCURABLE, l'hémophilie A touche plus de 2.100 patients, un chiffre qui, rapporté à l'ensemble de la population, peut sembler marginal.

Les données disponibles donnent déjà une idée de l'ampleur de la maladie. Selon le Pr Mustapha Chelghoum, du service de pharmacie hospitalière au CHU de Sidi Bel-Abbès et enseignant chercheur à la faculté de médecine de la même ville, plus de la moitié des enfants qui en sont atteints vivent avec des douleurs chroniques. Faute de traitement précoce, les articulations s'abîment, parfois de manière irréversible. Plus de 17% des adultes qui présentent des limitations fonctionnelles significatives ont besoin d'aide pour des gestes ordinaires. Les spécialistes, qui travaillent au quotidien avec les patients, sont formels : «Le coût réel de cette maladie est considérablement sous-estimé car il dépasse de très loin le seul prix des médicaments.» Sur le plan professionnel, les chiffres sont tout aussi éloquentes.

80% des patients adultes estiment que leur maladie affecte négativement leur activité, 40% ont choisi leur métier en fonction de leurs contraintes de santé et non en fonction de leurs aspirations et environ 420 personnes, soit un cinquième des patients recensés, ont déjà perdu un

emploi à cause de leur pathologie.

Pour les enfants, les absences répétées en classe compromettent l'acquisition des bases de scolarité (lecture, calcul et socialisation). Un élève qui manque ses cours des semaines entières, chaque année, n'aura pas les mêmes chances que ses camarades. Ce décrochage précoce laisse des traces qui se mesurent, des années plus tard, en revenus perdus et en insertion professionnelle dégradée. L'État algérien garantit certes la gratuité des soins hospitaliers, mais les malades doivent tout de même assurer certains soins supplémentaires qui ne sont pas forcément pris en charge par le système de santé. «Kinésithérapie, antalgiques, équipements de mobilité, soutien scolaire, transport vers les centres spécialisés, tout cela coûte», explique le praticien. Les professionnels de santé plaident pour un changement d'approche. Ils recommandent moins de médicaments, mais une intervention plus précoce, plus coordonnée et pensée sur le long terme. L'Algérie dispose d'un réseau national de l'hémophilie et d'un groupe d'experts. C'est un acquis. Mais il n'existe pas, à ce jour, selon le Pr Chelghoum, de dispositif structuré pour évaluer l'impact sociétal



réel de la maladie. Pas de suivi systématique des pertes de revenus, de l'absentéisme scolaire, du recours aux soins informels, de la qualité de vie

des patients et de leurs proches non plus. La piste avancée est pragmatique : créer des organismes indépendants capables de produire et de pu-

blier ces indicateurs, en associant soignants, associations de patients et décideurs.

■ Samira B.

LE Pr AMEL DJENOUNI, HÉMATOLOGUE AU CHU D'ANNABA

«Notre objectif est d'arriver à zéro saignement»

Au CHU d'Annaba, le Pr Amel Djenouni suit, depuis des années, des patients hémophiles. Elle a vu la prise en charge évoluer, les familles changer de regard sur la maladie et les enfants reprendre une vie presque normale. Rencontre avec une spécialiste.

Entretien réalisé par Samira Belabed

On parle souvent d'hémophilie sans vraiment savoir de quoi il s'agit concrètement...

C'est une maladie hémorragique constitutionnelle. Le corps manque d'un facteur de coagulation, le facteur VIII pour l'hémophilie A, le facteur IX pour l'hémophilie B, et ne parvient pas à stopper naturellement les saignements. Elle touche quasi exclusivement les garçons : une naissance masculine sur 5.000 dans le monde. La transmission est liée au chromosome X. Une femme porteuse du gène muté ne développe pas la maladie, mais peut la transmettre à ses fils. Un homme hémophile ne la transmettra pas à ses fils, mais toutes ses filles seront conductrices.

Combien recense-t-on de patients en Algérie ?

Les premiers résultats du registre national, présentés en avril 2022, font état de 1.348 patients. Mais ce chiffre reste sous-estimé : tous les centres de soins n'ont pas participé à l'étude. L'hémophilie A représente 80% des cas, l'hémophilie B, le reste.

Quand on dit saignements, on pense aux coupures. La réalité est-elle plus grave ?

Beaucoup plus grave. La manifestation la plus courante, c'est l'hémarthrose : un saignement à l'intérieur d'une articulation qui peut survenir sans aucun choc, après un simple effort physique. Répétées dans le temps, ces hémarthroses détruisent le cartilage puis l'os. On arrive à des arthropathies sévères, invalidantes.

Mais les articulations ne sont pas le seul danger. Un hématome au niveau du cou peut obstruer les voies respiratoires. Un traumatisme crânien, même mineur, peut provoquer une hémorragie cérébrale. Un saignement orbital non traité peut conduire à la perte de la vue. Chez un patient hémophile, ce qui paraît anodin peut engager le pronostic vital.



A quel moment diagnostique-t-on la maladie ?

Avant deux ans pour les formes sévères. Entre trois et cinq ans pour les formes modérées ou mineures. La sévérité est directement liée au taux de facteur résiduel : en dessous de 1%, on parle d'hémophilie sévère. Entre 2 et 5%, modérée. Au-delà de 5 %, mineure, ce qui ne veut pas dire sans risque.

Comment traite-t-on aujourd'hui l'hémophilie ?

Le traitement de base est l'injection intraveineuse de facteurs de substitution, idéalement dans les deux heures suivant un traumatisme. Mais la vraie avancée est la prophylaxie : un traitement préventif administré régulièrement, plusieurs fois par semaine, même en l'absence de tout saignement.

Celle-ci change tout. Elle réduit les hospitalisations, limite l'absentéisme scolaire et professionnel et donne au patient une autonomie réelle. Elle réduit aussi le risque de développer des inhibiteurs des anticorps qui s'attaquent au facteur injecté. C'est une complica-

tion redoutable qui complique considérablement la prise en charge.

Encore faut-il que le traitement soit accessible.

C'est précisément là que tout se joue. Le produit doit être en effet disponible au domicile du patient. Cela implique des séances d'éducation thérapeutique pour les parents puis pour les patients eux-mêmes jusqu'à ce qu'ils maîtrisent l'auto-injection intraveineuse. Ce n'est pas rien. Mais ça se fait.

Où en est l'Algérie sur ce plan ?

Des progrès réels ont été accomplis. En 2016, des directives nationales ont rendu systématique la prophylaxie pour tout patient hémophile A ou B sévère. La circulaire 007 a permis aux patients de récupérer leurs traitements dans leur wilaya de résidence.

Finis les longs trajets vers les grandes villes pour une boîte de médicament. Un réseau de prophylaxie est en cours de déploiement, avec 13 CHU identifiés comme coordinateurs régionaux. Et sur le terrain, ça se voit. Ces der-

nières années, les patients se projettent dans l'avenir, font des études universitaires. Ils ont une vie normale. C'était loin d'être le cas il y a dix ans.

Reste-t-il des lacunes ?

La prise en charge doit rester pluridisciplinaire. Un hématologue ne suffit pas : il faut un biologiste, un infirmier, un pharmacien, un kinésithérapeute et un dentiste dont le rôle est souvent sous-estimé.

Des consultations dentaires régulières permettent de traiter les problèmes avant d'en arriver à une extraction, geste chirurgical à haut risque hémorragique chez ces patients. Notre objectif est d'arriver à zéro saignement. Pas comme slogan, mais comme standard de soins. On n'y est pas encore partout, mais on sait comment y arriver.

Et quel rôle peut jouer l'école dans le parcours d'un enfant hémophile ?

Un rôle central, mais souvent mal compris. L'école n'est pas seulement le lieu où l'enfant apprend à lire et à calculer. Il apprend aussi à vivre avec les autres, à se construire, à se projeter. Un enfant hémophile qui rate des semaines entières, chaque année, perd du contenu scolaire, du lien, de la confiance et parfois le goût d'apprendre. L'école n'a pas à devenir un centre médical mais doit être informée et s'adapter à l'état des enfants malades sans exclusion.

Des précautions concrètes existent. La classe doit être au rez-de-chaussée, les escaliers représentent un risque réel, à la montée comme à la descente. L'enfant peut entrer avant les autres pour éviter la bousculade. Mais attention : ces aménagements ne doivent jamais devenir des marqueurs de différence. On ne lui dit pas de rester en classe pendant la récréation. On ne l'isole pas. L'objectif est une insertion normale, pas une mise sous cloche. L'enfant lui-même doit être acteur de sa sécurité. L'éducation thérapeutique, c'est aussi ça : lui apprendre à connaître sa maladie, à reconnaître les signaux d'alerte, à ne pas se mettre en danger inutilement.

Ce n'est pas simple à cet âge, mais ça se travaille, avec le praticien et les associations de patients qui jouent un rôle précieux auprès des enfants et des familles. Il faudrait que le concentré de facteurs puisse être conservé dans la structure scolaire et accessible rapidement en cas de besoin. Ce n'est pas une exigence démesurée, mais une condition de sécurité élémentaire.

■ S. B.

«REGARD INTIME SUR LE PATRIMOINE»

Mohammed Es Salih Tebaibia expose à Dar Abdeltif

L'AGENCE ALGÉRIENNE pour le rayonnement culturel (AARC) propose une immersion picturale sensible à travers l'exposition «Regard intime sur le patrimoine», de l'artiste Mohammed Es Salih Tebaibia.

Ouverte au public, depuis le 25 avril dernier, cette exposition s'inscrit dans la dynamique nationale de célébration du patrimoine, en proposant une lecture contemporaine et profondément incarnée des héritages culturels algériens. Dans le cadre enchanteur de Dar Abdeltif, lieu emblématique de la création artistique à Alger, les toiles de Mohammed Es Salih Tebaibia trouvent un écrin à la hauteur de leur charge symbolique et émotionnelle. Né en 1995, à Guelma, l'artiste, formé à l'École des Beaux-Arts de Mostaganem où il enseigne aujourd'hui, développe une œuvre ancrée dans une figuration contemporaine exigeante.

Sa pratique picturale repose sur une maîtrise technique rigoureuse, notamment dans le travail de la peinture à l'huile, mais aussi sur une sensibilité aiguë à la lumière, véritable colonne vertébrale de ses compositions. Chez Tebaibia, la lumière ne se contente pas d'éclairer : elle structure la scène, installe une atmosphère, suggère des récits et donne à chaque tableau une profondeur singulière.



Les œuvres présentées dans cette exposition offrent un voyage à travers des scènes familiales, mais transfigurées par le regard de l'artiste. Femmes en haïk, hommes vêtus de costumes traditionnels, scènes de souk ou moments de vie quotidienne composent un univers visuel où le passé et le présent dialoguent subtilement. Loin d'une approche descriptive ou folklorique, Tebaibia propose une relecture personnelle du patrimoine où chaque figure semble suspendue dans une temporalité incertaine, oscillant entre mémoire intime et mémoire collective. Parmi

les œuvres exposées, certaines retiennent particulièrement l'attention, à l'image de «Une pause au marché» (2026), «Soug Gharđaïa» (2026), «Vendeur de légumes» (2024) ou encore «El Kantara» (2025). À travers ces tableaux, l'artiste capte des fragments de vie, des gestes simples, des instants du quotidien qui deviennent, sous son pinceau, des témoignages d'un patrimoine vivant. Les scènes de marché, les ambiances urbaines ou encore les moments domestiques révèlent une Algérie d'antan revisitée où le détail vestimentaire, l'attitude des per-

sonnages ou l'organisation de l'espace participent à la valorisation du riche patrimoine matériel et immatériel national. Ce qui distingue particulièrement son travail réside dans cette tension maîtrisée entre précision et suggestion. Les formes sont définies avec rigueur, les textures soigneusement élaborées, mais certaines zones demeurent volontairement dans la pénombre, invitant le regardeur à prolonger l'image au-delà de ce qui est donné à voir.

Cette approche confère à ses œuvres une dimension contemplative, presque introspective. Au-delà de la représentation, c'est bien une réflexion sur la transmission qui traverse l'ensemble de l'exposition. En tant qu'enseignant, Tebaibia inscrit sa démarche dans une continuité, interrogeant la manière dont les formes artistiques évoluent, tout en restant fidèles à leurs racines. Cette double posture, entre création et pédagogie, enrichit son œuvre d'une dimension réflexive qui dépasse le seul cadre esthétique. «Regard intime sur le patrimoine» s'impose ainsi comme une proposition artistique en parfaite résonance avec l'esprit du Mois du patrimoine.

En donnant à voir une Algérie à la fois familière et réinventée, l'artiste participe à une revalorisation sensible du patrimoine, à travers une écriture picturale contemporaine, personnelle et profondément habitée. L'exposition se poursuit jusqu'au 4 mai prochain à Dar Abdeltif, offrant au public une occasion précieuse de redécouvrir le patrimoine sous un angle intime et renouvelé.

■ Walid Souahi

L'ENLUMINURE SUBLIMÉE À DAR MUSTAPHA-PACHA

L'ornementation, entre architecture et artisanat

Dans la Basse-Casbah, à Dar Mustapha Pacha, le patrimoine se donne à voir jusqu'au 18 mai prochain. À l'occasion du Mois du patrimoine placé cette année sous le slogan «Notre patrimoine, notre civilisation», le Musée national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie, en collaboration avec le Musée national des arts traditionnels et populaires, a inauguré, hier, une exposition qui explore le lien étroit entre l'architecture traditionnelle et l'art de l'enluminure.

L'exposition propose au visiteur de redécouvrir l'enluminure comme une expression artistique ancrée dans les espaces traditionnels où bâtisse et geste artisanal dialoguent pour créer un langage visuel lié à la culture locale. Dans son allocation, Hadjira Rekab, directrice du Musée national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie, a expliqué que l'exposition vise à mettre en valeur l'harmonie entre l'ornementation et l'architecture, «là où la finesse du geste artisanal rencontre la beauté de l'espace». Elle a ajouté qu'à travers les motifs, les lignes et les couleurs, l'exposition montre comment l'architecture islamique a produit des formes artistiques équilibrées, mêlant géométrie, motifs végétaux et créativité, dans une harmonie qui reflète la richesse de notre patrimoine. Elle a égale-

ment souligné que l'exposition présente le savoir-faire des artisans, car au-delà de l'architecture, c'est aussi le geste artisanal qui est mis à l'honneur. Les techniques de coloration, dorure, travail des matériaux traditionnels, «autant de savoir-faire qui révèlent la minutie et la créativité des artisans», a-t-elle indiqué. L'exposition souligne ainsi la continuité de cet art qui évolue aujourd'hui encore à travers des créations contemporaines inspirées du passé.

Rabia Laaref, conservatrice au sein du musée, a effectué, par la suite, une visite guidée de l'exposition où elle a expliqué ce lien indéfectible entre l'architecture islamique et l'ornement. La visite a débuté par une première œuvre introductive inspirée du palais Mustapha Pacha. Les tableaux reprennent des détails architecturaux du monument, pour montrer comment le patrimoine devient une source directe de création et d'inspiration à travers le regard de l'artiste. La deuxième œuvre rappelle que l'ornementation fait partie intégrante de l'architecture qu'elle structure et équilibre par la répétition des formes. La visite se poursuit ensuite avec le passage de l'ornement du mur vers la main de l'artisan qui le transforme sur différents matériaux, tout en gardant son essence. Les différents tableaux suivent un



même fil conducteur, celui d'un patrimoine vivant, observé, transformé et transmis à travers le regard des artistes et le geste des artisans, entre mémoire architecturale et création contemporaine. Le visiteur est invité à découvrir, ou à redécouvrir, des détails parfois imperceptibles qui prennent ici toute leur valeur et démontrent la richesse discrète de notre patrimoine.

■ Souha Bahamid

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS

Riche programme pour le Mois du patrimoine

Al'occasion du Mois du patrimoine qui se poursuivra jusqu'au 18 mai, le Musée national des Beaux-Arts intensifie ses activités pour rapprocher le public de l'art et du patrimoine. Il propose un programme riche et varié : expositions temporaires mettant en lumière des artistes algériens et étrangers, visites guidées thématiques, ateliers pédagogiques pour les jeunes et des conférences animées par des spécialistes de l'histoire de l'art. Amina Djaouti, conservatrice au musée et chargée de communication, rappelle que la première activité à laquelle a participé le musée a été la présentation des œuvres offertes par le collectionneur algérien Kouider Benchikou aux musées Nasreddine Dinet de Bou Saâda et Cirta de Constantine, lors de l'ouverture officielle du Mois du patrimoine au Palais de la culture Moufidi Zakaria. Concernant le don de Benchikou, Amina Djaouti nous informe qu'en attendant d'être expédié aux musées auxquels il est destiné, les pièces sont actuellement exposées au Musée des Beaux-Arts, à la demande de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, qui a également chargé les responsables du musée de la réalisation d'une publication concernant les œuvres offertes et les artistes qui les ont réalisées. En outre, le 18 avril a été une journée portes ouvertes sur le musée, une initiative qui sera renouvelée le 18 mai, à l'occasion de la clôture du Mois du patrimoine. M^{me} Djaouti a annoncé aussi l'organisation de deux grandes expositions. La première sera réalisée en collaboration avec le Musée d'art moderne (Mama). Composée de 80 lithographies de l'artiste algérien Rachid Koraïchi, consacrées aux maîtres de la philosophie soufie, elle sera organisée à la galerie des Bronzes du musée. Deux conférences accompagneront cette



exposition. La première sera consacrée à l'artiste Rachid Koraïchi, à sa vie et à son œuvre, et la seconde portera sur le soufisme. La seconde exposition sera abritée par la salle Bachir Yellès du Musée des Beaux-Arts. Elle regroupera six artistes. Le thème de l'exposition sera les «Nouvelles tendances de la miniature, de l'enluminure et de la calligraphie». Dans le cadre de la préservation et de la sauvegarde du patrimoine, le musée organisera une journée d'information au profit des corps constitués (magistrats, Douanes, Gendarmerie et Sécurité nationales). Par ailleurs, le musée a reçu, le 20 avril dernier, des étudiants de l'Institut d'ar-

chitecture de Blida pour une visite guidée, commentée et encadrée par l'architecte Bakdi Samia, enseignante à l'École des Beaux-Arts et ancienne employée du musée. Les étudiants ont eu accès à une collection de livres consacrés à l'architecture. M^{me} Bakdi a, par ailleurs, abordé l'architecture du bâtiment du musée et les différentes opérations de restauration qu'il a connues. Khadidja Rabhi, bibliothécaire, explique que le musée contient une importante collection de livres dans plusieurs domaines, dont les plus anciens remontent au XVI^e siècle. En ce qui concerne l'architecture, les étudiants ont pu découvrir un grand nombre d'ouvrages, dont «Les Dix livres d'architecture de Vitruve», datant de 1684. Les étudiants ont également eu accès aux ouvrages d'Andrea Palladio, architecte de la Renaissance italienne, et à d'autres ouvrages de nationalités et d'époques différentes. Cette collection est exposée à l'occasion du Mois du patrimoine, souligne M^{me} Rabhi. Une seconde visite guidée sera réservée aux étudiants de l'École nationale de conservation et de restauration des biens culturels de Tipasa et de l'École des Beaux-Arts d'Alger. Les plus jeunes ne sont pas en reste, puisque des visites seront organisées également au profit des enfants inscrits aux ateliers du musée. Durant plusieurs sessions, ils pourront découvrir les plus grands noms de la peinture algérienne et mondiale. Enfin, le Mois du patrimoine verra la réouverture de l'aile ouest du musée, fermée depuis plusieurs années. Ce nouvel espace sera consacré à l'art africain, annonce Amina Djaouti, et comportera des œuvres conservées dans les réserves du musée, notamment des masques et des sculptures.

■ Hakim Metref

Mots fléchés

Doublures des manteaux	Arbrisseaux à fleurs blanches	Particule	Guide du percuteur	Élément radioactif
Bonnets ottomans	Jeu de cartes	Inflammation des os	Durillon	Préposition
Filets lumineux			Frotté d'huile	
Révoquer			Orifice	
				Couchent noir sur blanc
Refléter			Propre	
Cale			Labée	
	Montagne de Palestine		Démonstratif	
	Déploya		Ville de Chaldée	
Sodium		Assassin		Tamise
Héros grec		Roulés		
			Attrapé	
Roi burlesque		Béryllium	Sied	
Texte déréglé		Inflorescence	Mets délicat	
		Extrêmement		
		Banlieues de Leeds		
Infinifif		Remplis		
Renard polaire			Heureuse élue	

Grille muette

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

HORIZONTALEMENT

- I. Terrible.
- II. Immenses.
- III. Molybdène. Ville algérienne. Mets délicat.
- IV. Très légère.
- V. Sans effets. Adverbe.
- VI. Hurllement. Grecque. Indique le matin.
- VII. Pieds de vers. Cuivre.
- VIII. Illumine.
- IX. Lettres de Rabat. Personnel. Refus catégorique.
- X. Chien d'arrêt. Risqua.

VERTICALEMENT

- 1. Ecrivains.
- 2. Dégoûtante.
- 3. Six faces. Ville française.
- 4. Halte en plein désert. Avale un liquide.
- 5. Mariée. Extrémité large d'un avion.
- 6. Chevelure abondante et mal peignée.
- 7. Éléments de baraque. Fait du mal. A la mode.
- 8. Puits verticaux dans une mine. Muse de l'Histoire.
- 9. Pièces roumaines. Osiers.
- 10. Foule. Grecque.

Sudoku

		8			4	3	1	
5				9				7
1		9		7				
		3	2					6
				3		8	5	
4						7		
2		4	7		6			3
	1							4
	8	7			9			6

Règle du jeu

Le sudoku est une grille de 9 cases sur 9, divisée elle-même en 9 blocs de 3 cases sur 3. Le but du jeu est de la remplir entièrement avec une série de chiffres allant de 1 à 9 de sorte que chaque ligne, chaque colonne et chaque bloc de 3x3 doivent contenir toute la série des chiffres allant de 1 à 9.

Règle du jeu

Dans la grille ci-contre, les lettres ont été remplacées par des chiffres. Un même chiffre représentant toujours la même lettre, reconstituez les mots au fur et à mesure que certaines lettres apparaissent dans la grille. Pour commencer le jeu, trouvez le mot dont les premières lettres sont déjà indiquées dans la grille.

Mots codés

15	6	22	3	6	18	3	5	6	3
T				M				D	
6	3	14	2	22		9	4	9	12
			O						
22	12	3	12	5	12	9		9	20
6	22	12		12	15	4	22	12	12
13	12		1	2	4	9	12	22	
4		12	4	22	12		12	3	2
9	12	10	12		22	6	22	12	9
18	22	4	9	12		9		20	12
14	22	12		20	2		4	15	12
15	12	22	22	6	9	9	12	12	9

SOLUTIONS DU JOUR... SOLUTIONS DU JOUR...

Mots fléchés

1	T	A	R	B	O	U	C	H	E	S
2	D	E	M	E	T	T	R	E	A	
3	V	E	S	I	O	N	C	E		
4	A	T	R	E	E	P	R	I	S	
5	U	B	U	B	E	V	A			
6	R	O	S	E	T	R	E	S		
7	E	R	P	L	E	I	N	S		
8	J	S	A	T	I	S	T			

Sudoku

7	6	8	5	2	4	3	1	9
5	3	2	8	9	1	6	4	7
1	4	9	6	7	3	5	2	8
8	7	3	2	1	5	4	9	6
9	2	6	4	3	7	8	5	1
4	5	1	9	6	8	7	3	2
2	9	4	7	5	6	1	8	3
6	1	5	3	8	2	9	7	4
3	8	7	1	4	9	2	6	5

Mots codés

T	A	R	M	A	C	A	D	A	M
A	M	O	R	S	I	S	E		
R	E	M	E	D	E	S	S	N	
A	R	E	E	T	I	R	E	E	
B	E	P	U	I	S	E	R		
I	E	I	R	E	E	M	U		
S	E	V	E	R	A	R	E	S	
C	R	I	S	E	S	N	E		
O	R	E	N	U	I	T	E		
T	E	R	R	A	S	S	E	E	

Grille muette

1	3	4	5	6	7	8	9	10	
I	R	E	D	O	U	T	A	B	L
II	O	C	E	A	N	I	Q	U	E
III	M	O	S	I	G	R	I	S	
IV	A	E	R	I	E	N	N	E	
V	N	U	E	S	A	U	S	S	
VI	C	R	I	P	S	I	A	M	
VII	I	A	M	B	E	S	C	U	
VIII	E	N	S	O	L	E	I	L	
IX	R	T	I	L	N	I	E	T	
X	S	E	T	T	E	R	O	S	

CHAMPIONNAT DU MONDE ENTRE DOMMARAJU GUKESH ET JAVOKHIR SINDAROV

Les interventions d'éminents spécialistes

GUKESH A ANNONCÉ SON RETRAIT DE CERTAINS ÉVÉNEMENTS DE LONGUE DURÉE pour se concentrer davantage sur l'entraînement avant son match de Championnat du monde.

Le champion du monde indien Dommaraju Gukesh est prêt à affronter le challenger ouzbek Javokhir Sindarov, vainqueur du Tournoi des candidats à Chypre en 2026, lors de la finale du Championnat du monde plus tard cette année. Avant ce duel crucial, de grands noms de la scène échiquéenne mondiale ont partagé des conseils précieux pour le champion du monde malgré sa mauvaise forme. Le champion du monde en titre, Dommaraju Gukesh, traverse actuellement une phase difficile de sa carrière, marquée par une baisse de forme notable après son ascension historique en 2024. La jeune star indienne, devenue le plus jeune champion du monde incontesté en battant le Chinois Ding Liren, a eu du mal à trouver de la régularité lors des récents tournois. Les difficultés de Gukesh étaient évidentes au «Prague Masters» en mars 2026, où il a terminé ex æquo en bas de la place et a perdu un nombre important de points de classement. Gukesh a annoncé son retrait de certains événements de longue durée du «Grand Chess Tour» pour se concentrer davantage sur l'entraînement avant son match de Championnat du monde. Il a pris la décision après avoir subi récemment des résultats désastreux dans plusieurs tournois. Après cette période décevante, il a décidé de prendre du recul par rapport à un emploi du temps chargé et de se concentrer davantage sur l'entraînement et la préparation. Bien que le jeune homme de 19 ans ait atteint le plus grand jalon de sa carrière en remportant le titre mondial, ses performances lors d'événements comme la Coupe du monde, les échecs «freestyle», ainsi que les Championnats du monde de rapides et blitz étaient en dessous des attentes.

LES OBJECTIONS DE L'ANCIEN ENTRAÎNEUR DE VISWANATHAN ANAND

L'ancien entraîneur de Viswanathan Anand a partagé son avis sur la récente baisse de forme de l'actuel champion du monde indien Dommaraju Gukesh, suggérant qu'il s'était peut-être laissé emporter. L'ancien entraîneur d'Anand dira : «J'ai mes objections à ce sujet.» Dommaraju Gukesh a annoncé une pause après avoir terminé dernier au «Prague Masters» 2026. Venkatachalam Saravanan, qui a entraîné le quintuple champion du monde Viswanathan Anand durant ses années de pointe, a partagé ses impressions sur la récente baisse de régime du Grand Maître indien Dommaraju Gukesh. Saravanan a déclaré qu'il ne voulait pas que ses

propos soient perçus négativement, mais a estimé que Gukesh aurait pu mieux gérer ses engagements durant cette phase de sa carrière. «Cela peut facilement mener à une réponse négative, mais j'ai l'impression que Gukesh était apparu dans certains événements qu'il n'aurait pas dû. Je le ressens, pour être honnête. Il a joué un «Masters» il y a une semaine. Ce match, pourquoi est-il venu ? J'ai mes objections à ce sujet», a déclaré Saravanan. Il a expliqué que sa vision vient d'un état d'esprit «à l'ancienne». «J'appartiens à l'ancienne génération. Quand on a une cible devant soi, quand on a la capacité de faire quelque chose, quand on a l'opportunité de faire quelque chose, un dévouement sans réserve à la tâche est extrêmement important. J'appartiens à cette école parce que j'ai vu Vishy faire cela», a-t-il déclaré. Saravanan se souvient de la phase de préparation d'Anand en 2008, lorsque la légende indienne se préparait pour affronter le Russe Vladimir Kramnik et remporta le Championnat du monde. Il a dit que le père d'Anand avait un jour mentionné que des membres de sa famille avaient voyagé de différentes villes pour son 70^e anniversaire, mais qu'Anand n'y était pas venu malgré son séjour à proximité.

«En 2008, nous nous préparions pour Kramnik. Anand est allé et a remporté le Championnat du monde. Après le match, il est revenu et il y a des interviews où son père a dit : «Pendant cette période, mon 70^e anniversaire a eu lieu et mon fils avec sa famille venait de Bhilai, ma fille avec sa famille venait de New York. Vishy Anand, mon fils, habite à seulement trois kilomètres et il n'est pas venu. Il a envoyé sa femme. C'était Vishy pour toi», a déclaré Saravanan.

LES CONSEILS DE FABIANO CARUANA

Le n°3 mondial américain Fabiano Caruana a donné sa prédiction pour le match du Championnat du monde entre Gukesh et Sindarov. Fabiano Caruana a déclaré que Dommaraju Gukesh reste un joueur de qualité malgré sa récente période difficile et sa baisse de forme. Caruana refuse d'écarter Gukesh avant l'affrontement avec Sindarov : «Supposons-nous vraiment qu'il vient juste de finir sa carrière ? Caruana soutient Gukesh, mais donne un léger avantage à Sindarov. Cependant, Caruana estime que le match sera bien plus serré que ce que beaucoup attendent. S'exprimant dans un «podcast», il a déclaré que Gukesh avait déjà montré sa capacité à rebondir après des situations difficiles par le passé. Il a ajouté que bien que la forme actuelle de Sindarov soit impressionnante, il n'est pas garanti qu'il maintienne ce niveau dans les mois à venir. «C'est très facile de dire simplement que Sindarov va gagner, mais Gukesh a eu des tournois comme celui-ci, les Olympiades, le Tournoi des candidats, il a gagné des

tournois. Supposons-nous vraiment qu'un jeune de 19 ans soit juste à bout ? Comme s'il avait eu une mauvaise période et qu'il venait de finir ? Je ne vois aucune raison pour que Gukesh ne puisse pas se remettre et la question est alors : «Sindarov va-t-il être en aussi bonne forme qu'ici ?» Si c'est le cas, alors oui, probablement que personne ne l'arrêtera», a déclaré Caruana. «Donc, je prédis un match serré ; en fait, assez proche de l'équilibre. Gukesh a aussi de l'expérience, il va se préparer, il réfléchira à son approche. S'il ne devient pas trop incertain... Ce sera bon pour lui d'obtenir de bons résultats à un moment donné, cela lui donnera confiance. Nous verrons la forme de Sindarov dans le «Grand Chess Tour», puisqu'il joue ça. C'est très «ironique» qu'il ait remplacé Gukesh dans le «Grand Chess Tour». Je ne sais pas si c'était une bonne décision de Gukesh, mais on verra.» «La prédiction est un peu chère sur Sindarov, peut-être 55-45», a-t-il ajouté.

ANAND : «ENFERME-TOI DANS UNE PIÈCE»

Avec un match crucial pour le Championnat du monde contre Javokhir Sindarov plus tard cette année, Gukesh est désormais sous pression pour retrouver sa meilleure forme. Au cours de cette phase, la légende indienne Viswanathan Anand, ex-champion du monde, a partagé des conseils précieux. Dans une interview, Anand a déclaré que la critique et la pression font partie de la vie de champion du monde. Il a également offert un rappel de la réalité sur la valeur de détenir le titre mondial. «Je pense que ce que tu peux apprendre, c'est de te concentrer d'abord sur ce que tu peux faire. Ayant vécu quelque chose de similaire, je dirais simplement d'ignorer ça. Si tu n'arrives pas à l'ignorer, si à un certain niveau ça te dérange, accepte que ce soit normal. Et personne ne t'a promis un bonheur parfait.

Même en tant que champion du monde, personne ne te doit la perfection ni tout ce qui est doux et merveilleux. Ça va être dur, chacun te regardera différemment et tout le monde convoite ton titre en secret», dit Anand. «Je pense que tu n'apprécieras pas le Championnat du monde tant que tu ne l'auras pas perdu, et quand tu ne l'auras pas, tu te demanderas, est-ce que je me suis vraiment plaint de ces choses ? Parce que mon dieu, ce serait bien de le revoir.» Anand a ajouté que les fans et les critiques auront toujours des opinions, surtout lorsque les performances chutent et que les joueurs doivent apprendre à les gérer. Il a également admis que certaines de ces critiques sont effectivement légitimes. Il a conseillé à Gukesh de rester concentré sur l'amélioration de son jeu et de laisser les résultats parler d'eux-mêmes. «Donc, pour lui, je dirais que ça fait partie du métier. Je veux dire, ignore-les. Laisse tomber la critique. Je veux dire, certaines sont légitimes. Je veux dire, si ta performance baisse, ils sont



là, et, je veux dire, si les fans achètent les billets, ils ont le droit de dire ce qu'ils veulent, que ce soit juste ou non. Tu sais, enferme-toi dans une pièce puis ignore-la, mais concentre-toi sur le fait de bien faire un tournoi. Si ce n'est pas celui-ci, alors le suivant, mais je veux dire travailler vers quelque chose et rien ne répond à tous les doutes exprimés sur toi comme un bon résultat. Donc, c'est un peu ce que je pense être l'attitude», a-t-il ajouté.

HIKARU NAKAMURA SOUTIENT GUKESH

Le n°2 mondial américain Hikaru Nakamura soutient Dommaraju Gukesh pour défendre le titre mondial contre Sindarov malgré une forme contrastée ; Javokhir Sindarov est un favori solide avant son affrontement pour le Championnat du monde avec l'actuel détenteur du titre Dommaraju Gukesh après sa victoire dominante récente au Tournoi des candidats. Cependant, Hikaru Nakamura a fait face à contre-courant et mise sur le Grand Maître indien. Nakamura affirme que Gukesh «n'a aucune pression» avant la défense du titre. Il a cependant opposé le choix populaire et mise sur le jeune Grand Maître indien de 19 ans pour le match final du Championnat du monde cette année.

«Sindarov ou Gukesh ? Gukesh», a déclaré Nakamura dans une interview. «Je pense qu'il n'a aucune pression sur lui. Tout le monde s'attend à ce qu'il perde et que Sindarov domine le match. Et je pense que si Gukesh trouve la forme qu'il a trouvée dans le match et les tournois précédents, il gagnera. Je pense que tant qu'il travaille sur les aspects mentaux et qu'il parvient à noyer le bruit, il va surprendre les gens», a ajouté le Grand

Maître américain, qui était le joueur le mieux noté lors du Tournoi des candidats 2026.

LES ENCOURAGEMENTS DE JUDITH POLGAR

Pour sa part, l'ancienne n°8 mondiale, la légende hongroise, meilleure joueuse de l'histoire, Judit Polgar, a dit sur les difficultés du champion du monde en titre... Judit Polgar a encouragé la légende indienne des échecs à se «challenger» avant la défense du titre mondial contre Sindarov : «Il en aura besoin.» Judit Polgar fait partie de ceux qui attendent avec impatience la bataille des jeunes de moins de 20 ans, ce qui, selon elle, souligne que la nouvelle génération a véritablement pris le contrôle du sport. Polgar attend avec impatience l'affrontement historique Gukesh contre Sindarov. Judit Polgar a mis en garde Gukesh dans sa quête de défendre avec succès son titre et de prolonger son règne de champion du monde. «Ça sera sans aucun doute historique, car deux jeunes de moins de vingt ans vont s'affronter énormément.

C'était fantastique de suivre la performance de Gukesh lorsqu'il est devenu champion du monde. Mais depuis, il n'est plus sûr de voir ses résultats et son jeu», a déclaré Polgar. «Donc, j'espère qu'il pourra se préparer, se «challenger» et montrer le meilleur de lui-même, parce qu'il en aura besoin. Parce que Sindarov, qui vient de remporter le Tournoi des candidats de façon brillante et très convaincante sera là, prêt. «Je suis tellement impatiente de voir qui sera le prochain champion du monde. Mais une chose est sûre, une nouvelle génération a pris le relais», a ajouté la joueuse de 49 ans.

Testez votre force

● COMBINAISON

Les blancs jouent et gagnent ! Les noirs jouent et gagnent !

● FIN DE PARTIE

Sous la menace de promotion ! Les blancs jouent et gagnent !

● PROBLÈME

Les blancs jouent et font mat en deux coups !

SOLUTION DE «TESTEZ VOTRE FORCE» PRÉCÉDENT

Combinaison : 1...Tg6+ 2.Rh2 Dd2+ 3.Fxd2 Tf2+ 4.Dg2 Tfxg2 mat 0-1

Finale : 1.Cf4 Rxa1 2.Cd3 b5 3.Rg4 b4 4.Rf3 b3 5.Re2 b2 6.Cb3+ Rb1 7.Rd1 a1D 8.Cb4 Da2 9.Cd2+ Ra1 10.Cc2 mat 1-0

Problème : 1.Cc5 Fc2 [1...Fb5 2.Cb3 mat] 2.Ce2 mat 1-0

LES COURSES À EL EULMA



LE CHEVAL DU JOUR
7-Hoyem El Mesk

LE COUP SÛR PLACÉ
4-Djawahir El Mesk

LE JOKER DE CHARME
10-Saida De Quezac

LE CHAMP F SPÉCULATIF
4-7-1-10-X

LE PRONOSTIC
VÉRITÉ

4-Djawahir El Mesk / 2-Maoual El Basra / 1-Houlm El Hayet / 7-Hoyem El Mesk / 9-Narjesse El Mesk / 3-Hakima D'hem / 5-Oscar Tune -En H.S :4-2-1-7-X

TURIE

HORIZONS • Mercredi 29 Avril 2026



29

Du beau monde aux stalles

La réunion de ce mercredi, à l'Hippodrome Bazer Sakhra d'El Eulma, proposera une nouvelle confrontation très attendue avec le Prix Chevole, disputé sur la distance du 1.700 mètres et servant de support au tiercé, quarté et quinté. Particularité notable cette fois-ci, malgré le nombre récurrent de seulement douze partants, généralement réservé au quarté et au quinté, le tiercé sera également au programme, mais uniquement dans l'ordre exact d'arrivée, ce qui compliquera davantage la tâche des parieurs puisqu'il faudra impérativement désigner les trois premiers dans le bon ordre. Douze pur-sang arabes, nés et élevés en Algérie, âgés de quatre ans et plus, n'ayant pas gagné deux courses depuis le 1^{er} octobre 2025, avec surcharge de 1 kg par tranche de 80.000 DA cumulés sur la même période, seront donc au départ de cette belle empoignée. Comme souvent dans ce type d'épreuve, on retrouve pratiquement les mêmes protagonistes, à quelques exceptions près, ce qui permet aux turfistes de mieux situer les forces en présence. La distance du jour exige une gestion intelligente de l'effort, car sur 1.700 mètres, il ne suffit pas d'avoir de la vitesse ; il faut aussi savoir patienter, placer son attaque au bon moment et éviter de gaspiller inutilement des ressources dans la première partie du parcours. L'expérience et la tenue seront donc des atouts majeurs dans une course où la moindre faute tactique peut coûter cher. Parmi les chevaux les plus en vue figure l'excellent coursier Houlm El Hayet, représentant de la grande écurie de A. Hamiane du Caroubier, qui effectuera le déplacement avec de légitimes ambitions. En pleine possession de ses moyens, il tentera de mettre à profit sa forme actuelle pour damer le pion aux concurrents locaux. Sa candidature mérite le plus grand respect, tant sa régularité et la qualité de son entourage plaident en sa faveur. Face à lui, les excellentes juments Djawahir El Mesk et Narjesse El Mesk, qui restent sur de très bonnes performances, seront de sérieuses rivales capables de répondre présent dans la phase finale. Il faudra également accorder une attention particulière à l'écurie Zaaboub avec son excellent pensionnaire Maoual El Basra, auteur récemment d'une prestation très convaincante sur la même distance que celle du jour. Sa forme actuelle en fait un sérieux prétendant aux premières places. Sans oublier les juments de qualité reconnue Hakima D'hem et Hoyem El Mesk, qui possèdent largement les arguments nécessaires pour effacer leur dernière déconvenue et revenir jouer un tout premier rôle. Ces concurrentes expérimentées savent parfaitement se transcender dans ce genre de rendez-vous et leur présence au sein des combinaisons paraît presque incontournable.

■ Y. S.

SOCIÉTÉ DES COURSES HIPPIQUES ET DU PARI MUTUEL

MERCREDI 29 AVRIL 2026
TIERCÉ-QUARTÉ-QUINTÉ

16h00

PRIX : CHEVOLE PUR-SANG ARABE
N. E. E.

350.000 DA • 1.700 MÈTRES

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS	NOTRE AVIS
Ahamiane	1	Houlm El Hayet	T.Ali Ouar	57	04	S.Hamiane	Tient la forme
MI.Zaaboub	2	Maoual El Basra	B.Berrah	57	11	H.Zaaboub	Ne pas négliger
Aaoussaat	3	Hakima D'hem	Ms.Aida	56	12	Propriétaire	A reprendre
S.Berrah	4	Djawahir El Mesk	Jj.Y.Moussi	55	09	Propriétaire	Peut vaincre
Ms.Lahmici	5	Oscar Tune	A.Hebri	55	03	B.Lahmici	Attention
N.Bouchelaghem	6	Nasr Waten (0)	A.Hamidi	55	08	Med.Hamidi	En déclin
Abh.Dekhnouche	7	Hoyem El Mesk	Ch.Attallah	54	05	Ab.Kara	A racheter
K.Mahour Bacha	8	Kaid Al Majd	Y.Loucifi	54	06	Propriétaire	Difficile
S.Berrah	9	Narjesse El Mesk	Ab.Attallah	54	07	Propriétaire	En bon rang
MI.Zaaboub	10	Saida De Quezac	Sf.Bouhouch	53	10	H.Zaaboub	Le joker
L.Zaaboub	11	El Yed Turami	M.Hareche	53	02	Propriétaire	Aléatoire
T.Dilmi	12	Morjanet El Majd	A.Haddouche	51	01	Propriétaire	Barrée

(o) : cheval portant des œillères

MEILLEURES CHANCES

PREMIÈRES CHANCES

4-Djawahir El Mesk
7-Hoyem El Mesk
3-Hakima D'hem
1-Houlm El Hayet
2-Maoual El Basra
9-Narjesse El Mesk

SECONDES CHANCES

5-Oscar Tune
10-Saida De Quezac

OUTSIDERS

11-El Yed Turami
6-Nasr Waten

ABANDONNÉS

8-Kaid Al Majd
12-Morjanet El Majd

QUINTESCOPE

1-Houlm El Hayet : Ce transfuge de Caroubier, qui vient de réaliser une longue série de bons résultats, ne fera pas le déplacement pour de la simple figuration, mais pour jouer les premiers rôles.

2-Maoual El Basra : Ce pensionnaire de la très habile écurie Y. Zaaboub reste sur une probante 4^e place. Mis dans des conditions similaires à celles du jour, il n'aura qu'à répéter et sa place ne fera aucun doute à l'arrivée.

3-Hakima D'hem : Elle a déçu lors de son dernier essai, alors qu'elle n'avait jamais connu d'échec. Reprenant du service dans ce lot à sa portée, elle devrait logiquement se ressaisir à l'arrivée.

4-Djawahir El Mesk : Elle a terminé 3^e sur le même parcours du jour. Retrouvant des chevaux qu'elle a devancés, elle devrait logiquement continuer sur sa lancée, voire même gagner.

5-Oscar Tune : Il tient la forme comme le montre sa très belle dernière victoire sur le 1.300 mètres. Capable davantage de progrès, ce poulain de 4 ans peut venir inquiéter les meilleurs au sprint final.

6-Nasr Waten : Restant sur une longue série de résultats peu convaincants, il reste difficile à retenir en pareille compagnie.

7-Hoyem El Mesk : Elle a foncièrement déçu lors de sa dernière sortie, alors qu'elle restait sur une excellente 5^e place sur le même tracé du jour. Bien placée cette fois, elle devrait rembourser ses nombreux preneurs.

8-Kaid Al Majd : Il faut reconnaître qu'il n'aura pas les coudees franches, car il s'attaque à de sacrés clients qui ne lui feront pas de concession.

9-Narjesse El Mesk : Combative et accrocheuse à souhait, cette jument, qui a été préférée par la fine cravache AB. Attallah, devra faire l'objet de la plus grande attention à l'heure des choix.

10-Saida De Quezac : Alternant les bonnes et mauvaises sorties et délaissée par son jockey fétiche, elle se confinera à un rôle d'outsider capable de créer la surprise du jour.

11-El Yed Turami : Il aurait certainement préféré un parcours plus réduit, car c'est là qu'il s'exprime le mieux.

12-Morjanet El Majd : Mal montée et s'attaquant à plus forte partie, elle est en toute logique barrée en théorie.



EL EULMA

CYCLISME

FAOUZI LOUCIF, DIRECTEUR DU TAC

«Le Tour a atteint ses objectifs»

UNE ÉDITION qui aura confirmé la montée en puissance de cette compétition qui s'impose de manière incontournable dans le calendrier de l'Union internationale de cyclisme.

Affichant une mine satisfaite, le directeur du Tour, Faouzi Loucif, dresse un bilan positif de la 26^e édition du TAC. Celle-ci s'est distinguée par une organisation saluée à tous les niveaux, traduisant le savoir-faire algérien en matière de gestion des rendez-vous sportifs d'envergure. En effet, Faouzi Loucif n'a pas caché sa satisfaction au moment de dresser le bilan. «Je pense que le Tour a atteint tous ses objectifs sur tous les plans», a-t-il affirmé, mettant l'accent notamment sur la réussite organisationnelle. Il s'agit, selon lui, d'un aspect important surtout vis-à-vis des instances internationales pour lesquelles les standards constituent une référence incontournable. A ce titre, le dirigeant en question estime que «l'organisation algérienne pendant le TAC aura été conforme dans l'ensemble aux exigences fixées par l'UCI». A ses yeux et d'une manière générale, l'événement a pleinement rempli ses missions. «Nous avons pu atteindre les objectifs tracés sur les plans économique, social et touristique», a encore souligné Loucif, à la fin de l'étape Alger - Tizi-Ouzou. Appuyant ses propos, le dirigeant a affirmé que le passage de



la caravane à travers plusieurs wilayas a permis de mettre en lumière la richesse et la diversité du paysage algérien, tout en confirmant l'hospitalité des Algériens qui ont suivi avec beaucoup d'intérêt l'épreuve phare de la petite reine.

Le volet sportif n'est pas en reste. Le directeur du Tour a exprimé sa grande satisfaction quant au niveau global de la compétition et de la réaction des athlètes algériens. «La compétition a offert un spectacle de qualité, marqué par une intensité et un niveau relevé», a souligné le directeur du Tour, qui a tenu à rendre hommage, dans la foulée, à Madar Pro Team Cycling, sacré au classement général par équipes. «Madar confirme une nouvelle fois son professionnalisme», a-t-il déclaré, non sans saluer le travail pro-

fessionnel accompli par le staff technique. Madar s'est distingué malgré, faut-il le rappeler, la défection de plusieurs athlètes chevronnés pour des considérations diverses. Cette réussite sportive est le fruit d'une vision stratégique de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), qui mise sur le développement à terme de la discipline.

Dans cette optique, un plan d'action prometteur et ambitieux a été mis sur pied afin de créer les conditions optimales pour l'émergence de jeunes talents à travers le pays. «La Fédération a tracé un plan pour permettre l'éclosion de nouveaux coureurs», a rappelé Loucif. Pour ce faire, des mesures concrètes ont été engagées pour soutenir cette stratégie. Un accord a été conclu, révèle-t-il encore, avec le ministère

des Sports pour l'acquisition d'un nombre important de vélos d'initiation.

Une démarche qui vise à populariser davantage la pratique du cyclisme, en facilitant l'accès aux équipements de base. En somme, cette édition du Tour d'Algérie cycliste témoigne d'une volonté affirmée de faire du TAC une vitrine du savoir-faire algérien et un outil de développement durable pour la discipline. Une dynamique prometteuse qui laisse entrevoir des perspectives plus ambitieuses, incarnant, par la même occasion, la volonté des autorités du pays d'hisser le sport national, toutes disciplines confondues, à un niveau lui permettant de rivaliser avec les géants de la planète.

■ K. Yamine

GRAND PRIX D'ALGER

Hamza Yacine conserve son titre



Et de deux pour le coureur de Madar Pro Cycling, Hamza Yacine. Ce dernier, après avoir remporté l'épreuve en 2025, a réussi, en effet, à conserver son titre, en remportant, hier, le Grand Prix de la Ville d'Alger (GPVA). Il a ainsi confirmé le grand potentiel de la petite reine algérienne. Disputé à Sidi-Abdallah, banlieue ouest d'Alger, le GPVA a été marqué par un niveau relevé en présence des athlètes de Belgique, d'Allemagne, d'Angleterre, d'Afrique du Sud ou encore d'Indonésie. L'on a assisté à une course fortement animée pendant laquelle les concurrents se sont donnés à une grande bataille tactique. Il a fallu attendre les six derniers kilomètres pour voir Hamza Yacine, grandement aidé par ses coéquipiers qui ont parfaitement appliqué les orientations tactiques de leur encadrement technique, prendre les choses en main avant de franchir la ligne d'arrivée en tête de peloton avec un temps de 2 heures, 33 minutes et 14 secondes.

«Je suis heureux de cette victoire. La course fut tactique et difficile à la fois. Je remercie mes coéquipiers qui m'ont aidé à l'emporter», dira celui qu'on surnomme le roi du sprint.

■ K. Y.

CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE CYCLISME

Barbari prend part au 20^e congrès

Le président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), Kheireddine Barbari, a pris part aux travaux du 20^e congrès de la Confédération africaine de cyclisme, tenu lundi dernier à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Les travaux du congrès ont enregistré la présence du président de l'Union cycliste internationale (UCI), David Lappartient. Cette participation s'inscrit dans une dynamique visant à renforcer la présence de l'Algérie sur la scène africaine et à consolider son rôle au sein des instances sportives continentales. Barbari a contribué, en effet, aux échanges portant sur les enjeux stratégiques liés au développement de la discipline au niveau continental, sur les plans de la formation, de l'organisation des compétitions et de la promotion du cyclisme auprès des jeunes.

■ K. Y.

HAMZA YACINE, COUREUR DE MADAR PRO TEAM

«Place à la préparation des JM»

A l'issue d'un Tour d'Algérie riche en enseignements, le coureur de Madar Pro Team Cycling, Hamza Yacine, a dressé un bilan plutôt satisfaisant de sa participation. Tout en soulignant son contentement quant au rendement collectif de son équipe, il ne cache pas pour autant une certaine déception sur le plan individuel. Vainqueur d'une étape lors de cette édition, Yacine espérait toutefois faire mieux. «J'aurais aimé être plus performant pour mon pays et le public qui nous a soutenus tout au long du parcours», a-t-il confié. Dans une compétition marquée par la présence d'équipes de haut niveau, le coureur en question a enchaîné : «Ce n'est pas grave, car nous avons pu tirer notre épingle du jeu dans une épreuve d'un excellent niveau.» Mais il s'agit plutôt du résultat collectif qui retient l'admiration de Hamza Yacine. En effet, son équipe a su se distinguer au classement général par équipes, confirmant sa solidité et sa régularité pendant les 10 étapes. «Je reste satisfait après avoir réussi avec Madar de terminer bien classé par équipes», a-t-il souligné, mettant en évidence

l'esprit de groupe et le travail collectif qui ont permis d'atteindre cet objectif. Déterminé à faire mieux à l'avenir, il se projette déjà sur les prochaines échéances. Le calendrier s'annonce chargé, avec des compétitions d'envergure en ligne de mire. «Le prochain défi à préparer ce sont les Jeux méditerranéens 2026 qui auront lieu en Italie. C'est une priorité pour moi», a-t-il lancé. Par ailleurs, le Championnat d'Afrique figure également parmi ses objectifs majeurs. Une échéance continentale qui devrait lui offrir l'opportunité de confirmer ses potentialités certaines et de franchir un nouveau cap dans sa carrière déjà assez riche. Hamza Yacine, ainsi que ses coéquipiers d'équipe, est animé d'une grande volonté de marquer des points précieux dans la perspective de décrocher une nouvelle qualification aux Jeux olympiques prévus en 2028 à Los Angeles (USA). Rappelons qu'il est l'unique Algérien à avoir pris part à une joute olympique après avoir réussi une qualification historique aux JO 2024 de Paris (France).

■ K. Y.

LUTTE CHAMPIONNAT D'AFRIQUE U17 Débutés réussis de nos lutteurs

Les espoirs de la lutte nationale ont débuté en force le Championnat d'Afrique U17 qui se déroule à Alexandrie, en Égypte. La première journée a vu nos lutteurs s'illustrer de fort belle manière, récoltant au total sept médailles. Avec un tel nombre de breloques, l'équipe nationale a déjà assuré une marge de progression. En lutte gréco-romaine, nos cadets ont brillé avec trois médailles d'or remportées respectivement par Houssam Eddine Bouha (48 kg), Ilyas Boumaza (51 kg) et Houdaifa Boutarfaya (71 kg).

En présence de plusieurs athlètes coriaces, dont des Égyptiens, ils ont pu dominer leurs catégories de poids. Quatre autres athlètes n'ont pas démerité à leur tour, et ce, malgré leur échec en finale. Il s'agit de Bachir Bouchibi (60 kg), El Baraa Ben Amar (65 kg) et Mohamed Taha Mansaria (92 kg). Chez les filles, Meriem Safia Ghrib (43 kg) a remporté la 4^e médaille d'argent lors de cette compétition, contribuant ainsi à cette belle récolte en attendant l'entrée en lice des autres éléments.

■ A. K.



ATHLÉTISME

LIGUE DE DIAMANT - ÉTAPE DE STOCKHOLM

Les organisateurs annoncent la participation de Sedjati

Très attendu depuis les Mondiaux de Tokyo 2025 où il a terminé à la 2^e place, le médaillé olympique à Paris 2024 et vice-champion du monde, Djamel Sedjati, devrait prendre part au meeting de Stockholm le 7 juin prochain, comme l'ont annoncé les organisateurs. Cette étape entre dans le cadre de la Ligue de Diamant et verra aussi la participation de deux autres grosses pointures du 800 mètres, à savoir le champion du monde en titre, le Kényan Emanuel Wanyonyi et le Canadien Marco Arop.

■ A. K.

FOOTBALL

LIGUE 1 (MISE À JOUR) JSK - MCO

Un autre match à six points

LA JEUNESSE SPORTIVE DE KABYLIE, qui n'arrive plus à gagner, semble souffrir d'un manque de confiance.

Et pour cause, l'équipe a du mal à enchaîner les bonnes performances et surtout à faire la différence en ratant de nombreuses occasions ou lorsqu'elle mène, elle se fait rejoindre au score dans les ultimes instants de la partie, à l'instar des rencontres face au CS Constantine (dans le temps additionnel) et Akbou (à la dernière minute du temps réglementaire), laissant ainsi échapper des points plus que précieux dans la course au podium de la Ligue 1 Mobilis de football. Un podium qui lui échappe alors qu'il n'a cessé de lui tendre les bras. A moins d'un miracle, on peut d'ores et déjà avancer que la JSK a raté sa saison. Mais le miracle reste encore possible.

Il l'est davantage avec cette finale de coupe d'Algérie qui peut faire de la 4^e place une potentielle qualification en Coupe de la CAF. En effet, la finale qui doit opposer le CRB à l'USMA, le vainqueur pourrait laisser une opportunité au 4^e du championnat de brigrer le second billet du quota de l'Algérie pour la Coupe de la Confédération au cas où l'USMA ou le CRB venait à occuper l'une des deux dernières places du podium. Une équipe de la JSK qui, toutefois, ne doit laisser filer aucun point des 12 en jeu dans cette ligne droite du championnat avec quatre matchs qui restent à disputer. Soit autant de finales à livrer, dont deux successives à domicile. A commencer par celle d'aujourd'hui à Tizi Ouzou face au



MCO dans le cadre de la mise à jour du calendrier de la 19^e journée. Une rencontre qui s'annonce très dure lorsque l'on sait que cette même équipe du MCO est elle aussi engagée dans la course au podium avec quatre longueurs d'avance sur son adversaire du jour et à cinq points de la seconde place occupée par les Bécharis de Amrani. C'est dire tout l'enjeu de

cette rencontre avec cette équipe oranaise qui ne viendra pas pour faire du tourisme.

DES DÉFECTIONS DES PART ET D'AUTRE

C'est dire que Bensafi, le coach de la JSK, devrait se méfier de cette équipe du MCO. Un coach qui devra se passer des services de certains joueurs pour cette rencontre, à l'image des Boudebouz, Akhrib et Saar qui souffrent

chacun de blessure et de Tichtich qui a vu sa saison s'arrêter à Akbou avec une indisponibilité d'au moins 3 semaines suite à la lésion détectée au niveau de la cuisse. Par ailleurs, Bensafi se doit de trouver la bonne formule pour consolider ses arrières et donner plus d'animation offensive à son attaque qui rate beaucoup d'occasions.

Ainsi, il doit abattre ses dernières cartes pour voir son équipe continuer à croire au miracle africain. En face, l'équipe du MCO qui est à Tizi Ouzou depuis lundi, a mis tous les atouts de son côté avec cette mobilisation que seule la JSK arrive à créer autour des responsables oranais qui motivent leurs joueurs comme jamais. En effet, depuis quelques années et à la veille de chaque déplacement à Tizi Ouzou, c'est tout El Hamri qui se mobilise autour de son équipe. Pour cette sortie au pied du Mont du Djurdjura, Chérif El Ouzani, le coach oranais, devrait lui aussi faire avec pas mal d'absences. En effet, il sera privé de Zeghba suspendu, Mammam Chaouch blessé, et éventuellement Traoré et Fatmi qui n'ont toujours pas quitté l'infirmerie, même s'ils ont repris les entraînements en solo. Il reste que le Mouloudia d'Oran tentera de tout faire pour chiper la 3^e place à Akbou, et ce, en misant sur sa victoire face à la JSK, mais aussi sur celle du leader, l'autre Mouloudia, celui d'Alger, qui aura entre-temps reçu l'équipe akbouciennne. C'est dire que pour la JSK comme pour le MCO, cette 107^e confrontation dans l'histoire des deux clubs en championnat est un match à six points pour l'une comme pour l'autre des deux formations.

■ Rachid Hammoutène

PRÊTÉ AU CSC

Le contrat de Guenaoui ne sera pas racheté

De retour sur les terrains après une longue blessure, l'ailier gauche Ghiles Guenaoui, qui évoluait à l'USMA, n'avait pas accepté d'être remplaçant. Suite à quoi, il avait demandé à partir. Sous contrat avec les Rouge et Noir, la direction avait choisi de le prêter au CS Constantine. Mais la direction du club de la ville du Vieux Rocher ne semble pas intéressée par l'idée de racheter son contrat. Ce qui précipite ainsi son retour à son club employeur, à savoir l'USMA. Avec un manque d'attaquants percutants, son come-back pourrait arranger les affaires du coach sénégalais, Lamine N'Diaye. Ce dernier, avec sa philosophie de jouer l'attaque à outrance, aura besoin d'un attaquant de la trempe de Guenaoui. Reste à savoir si le concerné acceptera le principe de la concurrence.

■ A. K.

SOUFFRANT DE FRACTURES DE LA MÂCHOIRE ET DU MENTON

La blessure de Luca Zidane inquiète au plus haut point

C'est une véritable malédiction qui est en train de s'abattre sur les gardiens de but de la sélection nationale. En effet, après les blessures d'Anthony Mandréa (luxation de l'épaule) et Melvin Mastil (hernie inguinale), la menace d'un forfait pour la Coupe du monde 2026 plane, cette fois-ci, sur Luca Zidane qui a reçu, dimanche dernier, un violent coup à la tête lors de la rencontre de la 37^e journée du championnat de Ligue 2 espagnole, perdue par son équipe de Granada FC, à domicile face à l'UD Almeria (2-4).

Evacué à l'hôpital, le joueur, qui se plaignait de vertiges, devait «rester sous observation médicale et passer des examens approfondis le lendemain», avait déclaré son entraîneur José Rojo Martín dit «Pacheta», à l'issue de la conférence de presse d'après-match. Mais le diagnostic dévoilé lundi dans la soirée est plus inquiétant qu'on le pensait.

En effet, le club andalou a annoncé, à travers un communiqué officiel, que «les examens médicaux passés par Luca Zidane, suite à la commotion cérébrale subie lors du dernier match contre l'UD Almería, révèlent que le



gardien de but souffre également de fractures de la mâchoire et du menton». Le communiqué précise également que le fils cadet de Zinedine, l'ancien joueur légendaire de l'équipe de France et du Real Madrid, en accord avec le staff médical, doit encore décider du traitement à suivre. «Le joueur, en concertation avec le staff médical du club, décidera dans les prochaines heures du traitement à suivre pour soigner sa blessure», a poursuivi Granada sans

toutefois préciser la durée de son indisponibilité. En d'autres termes, Luca Zidane, qui espère bénéficier d'une récupération optimale afin de ne pas compromettre ses ambitions internationales avec les Verts, devra choisir entre le traitement conservateur ou le passage sur le billard. Un nouveau coup dur pour Vladimir Petkovic qui, à moins de deux mois du Mondial (11 juin - 19 juillet), ne pourra compter sur aucun des trois keepers ayant pris part au dernier stage du mois de mars.

A moins que le technicien helvético-bosnien, confronté à l'urgence, ne décide de redonner sa chance à Oussama Benbot qui avait ouvert la porte dernièrement à un retour en équipe nationale. «Si le sélectionneur national me fait appel, je répondrai présent. Je ne tournerai jamais le dos au devoir national», avait déclaré à la presse le dernier rempart de l'USMA dont la forme éblouissante et la régularité qu'il affichent en cette fin de saison, aussi bien sur le plan national que continental, n'ont laissé personne indifférent. La balle est désormais dans le camp du coach Petkovic.

■ Mehdi F.

AVIRON ET CANOË-KAYAK - PARTENARIAT ET SPONSORING

La Fédération lance un appel à candidature

En prévision des prochaines échéances, dont les Championnats d'Afrique 2026 qui auront lieu en septembre prochain en Algérie, la Fédération des sociétés d'aviron et de canoë-kayak (FASACK) veut trouver une solution dans les brefs délais au problème de sponsoring.

Vu la nécessité de se doter d'un matériel supplémentaire haut de gamme, l'instance fédérale a besoin de ressources financières supplémentaires pour acheter plusieurs accessoires nécessaires pour la pratique de ce sport, dont les bateaux qui coûtent assez cher. Pour attirer une agence de communication, et ce, dans le cadre du partenariat et du sponsoring, la FASACK a lancé un appel à candidature destiné aux agences de communication, de marketing sportif, ou de relations publiques. Une manière de faire appel à des partenaires pour entamer une collaboration avec la Fédération.

Que ce soit pour l'aviron ou le canoë-kayak, l'heure est à la mise à la disposition des techniciens de tous les éléments nécessaires pour une préparation optimale dans deux spécialités qui ont besoin d'une enveloppe conséquente alors que le budget de

la Fédération ne suffit pas pour pourvoir les athlètes du matériel nécessaire. De ce fait, l'instance fédérale a expliqué dans un communiqué que la mise en place de partenariat dans la durée va permettre d'accompagner la FASACK dans la structuration de sa stratégie de sponsoring, la valorisation de ses équipes nationales, ainsi que la promotion de ses activités et événements sportifs à l'échelle nationale.

A l'international, il est clair que l'apport d'un sponsor sera précieux pour participer à la prise en charge des équipes nationales. Le rendez-vous africain des nations dès septembre prochain devrait être le point de départ d'un accord de partenariat qui pourra être un outil supplémentaire pour enclencher une nouvelle dynamique des deux sports nautiques. Ainsi, les agences intéressées peuvent adresser leurs propositions à la boîte email de la Fédération : fasackalgerie@gmail.com. Pour tout complément d'information ou de précision, la FASACK se tient à la disposition de tout potentiel candidat. A rappeler que le nouveau Directeur technique national (DTN), Youcef Mezaghani, avait mis en place un programme visant à renou-



veler les effectifs des équipes nationales, tout en gardant quelques éléments valables. Le responsable de la Direction technique nationale souhaite que les sponsors puissent se pencher sur les sports individuels nautiques. Car, plus les conditions sont meilleures, plus les rameurs vont être encore plus performants. Avec la retraite de plusieurs athlètes d'expérience, dont Sid Ali Boudina, la FASACK était contrainte de prôner le rajeunissement, tout en laissant les portes ouvertes à tout athlète binational qui veut défendre les couleurs nationales.

■ Adel K.

SOUTIEN AUX PERSONNES À BESOINS SPÉCIFIQUES

M^{me} Mouloudji réitère les engagements de l'État

LA MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a présidé hier à l'École normale supérieure pour les sourds-muets (ENSSM) de Béni Messous la cérémonie de célébration de la Semaine arabe des sourds.

APN

Boughali reçoit une délégation du groupe parlementaire d'amitié Azerbaïdjan-Algérie

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a reçu hier une délégation du groupe parlementaire d'amitié Azerbaïdjan-Algérie, conduite par son président, Shahin Ismayilov, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. La rencontre a permis de passer en revue l'état des relations d'amitié et de



coopération entre l'Algérie et l'Azerbaïdjan. Les deux parties ont souligné « l'importance de renforcer, notamment sur le plan parlementaire, au mieux des intérêts communs des deux pays amis », précise le communiqué. Les deux parties ont également échangé les vues sur plusieurs questions d'intérêt commun, réaffirmant « la nécessité d'intensifier la coordination et la concertation dans les différents fora régionaux et internationaux ». A cette occasion, Ismayilov a salué « la solidité des relations bilatérales entre les deux pays » et exprimé sa satisfaction quant au niveau de coopération existant, affirmant la disposition de son pays à renforcer et à développer davantage cette coopération, notamment dans le domaine parlementaire.

A cette occasion, M^{me} Mouloudji a rappelé que l'Algérie accorde une attention particulière à la protection et à la promotion des personnes à besoins spécifiques,

soulignant que cette célébration constitue une opportunité d'échange d'expériences réussies entre les pays arabes en matière de soutien à cette catégorie et de renforcement de son insertion effective dans les différents domaines de la vie, conformément aux conventions et chartes nationales et internationales. Elle a évoqué les efforts déployés par le secteur de la Solidarité nationale afin de garantir le droit des personnes ayant une déficience auditive à l'éducation et à la formation, indiquant que plusieurs mesures ont été prises pour permettre à cette catégorie d'intégrer les établissements éducatifs spécialisés sous tutelle ainsi que les classes spécialisées ouvertes au sein des établissements relevant du secteur de l'Éducation nationale, dans les meilleures conditions et en coordination avec les différents départements ministériels concernés. Parmi les principaux acquis réalisés figure la création de l'ENSSM, qualifiée de valeur ajoutée pour le processus pédagogique, à travers la mise à disposition d'enseignants



spécialisés au cycle secondaire dans toutes les matières d'enseignement. Dans le but d'améliorer la qualité des services offerts aux personnes ayant une déficience auditive, la ministre a indiqué que le secteur assure des formations en langue des signes au profit de plusieurs secteurs et institutions publiques, affirmant que la prise en charge optimale de cette catégorie demeure un enjeu essentiel, nécessitant l'intensification des efforts et des programmes pour garantir son insertion effective dans tous les domaines de la vie.

De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a mis en avant, dans une allocution lue en son nom par le secrétaire général du ministère, Toufik Guendouzi, le rôle pivot du secteur de l'enseignement supérieur dans l'encouragement de la recherche scientifique appliquée dans le domaine du handicap auditif, à travers le soutien à des projets visant le développement d'outils pédagogiques innovants et le recours aux technologies modernes, notamment l'intelligence artificielle et les supports numériques, afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la communication au profit de cette catégorie.

■ R. N.

SÉMINAIRE NATIONAL SUR LE TOURISME Pour un développement économique durable

Un séminaire national sur le tourisme comme alternative à l'économie basée sur les hydrocarbures est prévu demain au Centre universitaire d'Illizi. Intervenant dans le contexte des mutations économiques mondiales et des démarches de l'Algérie pour la diversification de ses ressources nationales, cet événement, dont les travaux se dérouleront en présentiel et par visioconférence, se fixe comme objectif la valorisation des potentialités touristiques du pays, notamment au Sud, en tant que levier stratégique pour un développement économique durable hors hydrocarbures, a indiqué le président du séminaire, Khatir Chine. Pas moins de 112 communications et exposés, sélectionnés parmi 137 documents examinés par la commission d'organisation, seront présentés lors de cette rencontre qui accueillera près de 120 participants issus d'institutions universitaires et de recherche, provenant, outre de la wilaya hôte, de Tlemcen, d'Annaba, de M'sila, de Ghardaïa et de Djelfa.

Le programme du séminaire s'articule autour de plusieurs thèmes afférents à la promotion du tourisme, dont « le rôle du tourisme dans la mue économique et le développement durable », « le cadre juridique et la gouvernance des activités touristiques », « les dimensions socioculturelle, comportementale et psychologique du touriste », « le tourisme intelligent et la transition technologique », « la communication et la promotion touristique » et « la mission des universités et de la recherche scientifique dans l'appui de l'innovation et le partenariat avec l'environnement économique ».

■ R. N.

SECTEUR DES HYDROCARBURES

La Belgique veut renforcer sa coopération avec l'Algérie

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, hier à Alger, l'ambassadeur envoyé spécial chargé de la sécurité énergétique et des matières premières critiques au ministère des Affaires étrangères belge, Geert Muylle, accompagné d'une délégation de représentants d'entreprises et d'institutions belges, selon un communiqué du ministère.

Les discussions ont porté sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les secteurs pétrolier et gazier et d'explorer les opportunités d'investissement et de partenariat entre Sonatrach et les entreprises belges à travers les différents maillons de la chaîne de valeur, notamment dans le raffinage et la pétrochimie.



Les deux parties ont également évoqué les perspectives de développement de la coopération commerciale dans les domaines du gaz naturel, du gaz de pétrole liquéfié et des produits pétroliers. Elles ont également examiné les mécanismes de

soutien à l'investissement, d'échange d'expertise et de développement de partenariats industriels, en mettant l'accent sur l'intégration des technologies modernes et la valorisation du contenu local. Les deux parties ont par ailleurs abordé les possibilités de coopération en matière d'exploration et de dévelop-

pement des ressources naturelles afin de créer de la valeur ajoutée pour les deux pays.

Dans ce contexte, Arkab a souligné l'engagement de l'Algérie à développer des partenariats fondés sur le bénéfice mutuel et le transfert de connaissances, tout en s'appuyant sur les potentialités nationales. De son côté, le responsable belge a exprimé l'intérêt de son pays pour un renforcement de la coopération avec l'Algérie dans le secteur des hydrocarbures, saluant son important potentiel et affirmant la volonté des entreprises belges d'accroître leurs investissements dans les domaines d'intérêt commun.

■ C. S.

ANP

Saisie de 1,5 million de comprimés psychotropes en 5^e Région militaire

Une quantité de 1,5 million de comprimés psychotropes, dissimulée à l'intérieur d'une citerne destinée au transport de carburants, a été saisie, hier, lors d'une opération menée par les services de la sécurité de l'Armée en 5^e Région militaire, en coordination avec les services des Douanes, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). « Les services de la sécurité de l'Armée en 5^e Région militaire, en coordination avec les services des Douanes, ont démantelé, aujourd'hui 28 avril 2026, un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic illicite de psychotropes », a précisé la même source. Cette opération a permis l'arrestation d'un individu et la saisie d'une quantité de comprimés psychotropes qui s'élève à un million cinq cent mille comprimés psychotrope de type prégabaline 300 mg, dissimulés à l'intérieur d'une citerne destinée au transport de carburants ».

PORTES OUVERTES SUR LE SPORT MILITAIRE À CONSTANTINE Grande affluence des jeunes

Les portes ouvertes sur le sport militaire, organisées hier à Constantine, au complexe régional des sports militaires Chahid Manaâ-Makhlouf, relevant de la 5^e Région militaire (RM), ont connu une grande affluence, notamment des jeunes. Cet événement, qui s'inscrit dans le cadre du plan de communication du commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) pour la saison 2025-2026, vise à informer les jeunes sur les disciplines sportives militaires, a déclaré le général, chef d'état-major du commandement régional de la Défense

aérienne du territoire à la 5^e Région militaire, lors d'une allocution prononcée à l'ouverture. Mettant l'accent sur les efforts déployés par l'institution militaire pour améliorer le niveau et le rendement de ses éléments, le même intervenant a souligné « la portée de la formation de haut niveau dispensée aux militaires dans les domaines sportifs et autres ». Des exhibitions de sports de combat ainsi qu'une exposition photo des sélections sportives régionales et nationales militaires ont également marqué ces portes ouvertes.



La Météo du Mercredi 29 Avril 2026

Alger 22° • Annaba 35° • Constantine 28° • Oran 23° • Ouargla 31° • Tamanrasset 39° • Tindouf 32° • Illizi 37°



Fadjr 4.21
Dohr 12.46
Assar 16.31
Maghreb 19.38
Ichaâ 21.05



ACHAT	VENTE
1 \$ ▼	1 \$ ▼
132,49 DA	132,51 DA
1 € ▼	1 € ▼
154,79 DA	154,83 DA

SERVICE PUB

Tél: (023) 50 21 14 - 50 21 12 - 50 21 13

Fax: (023) 50 21 17 - 50 21 23